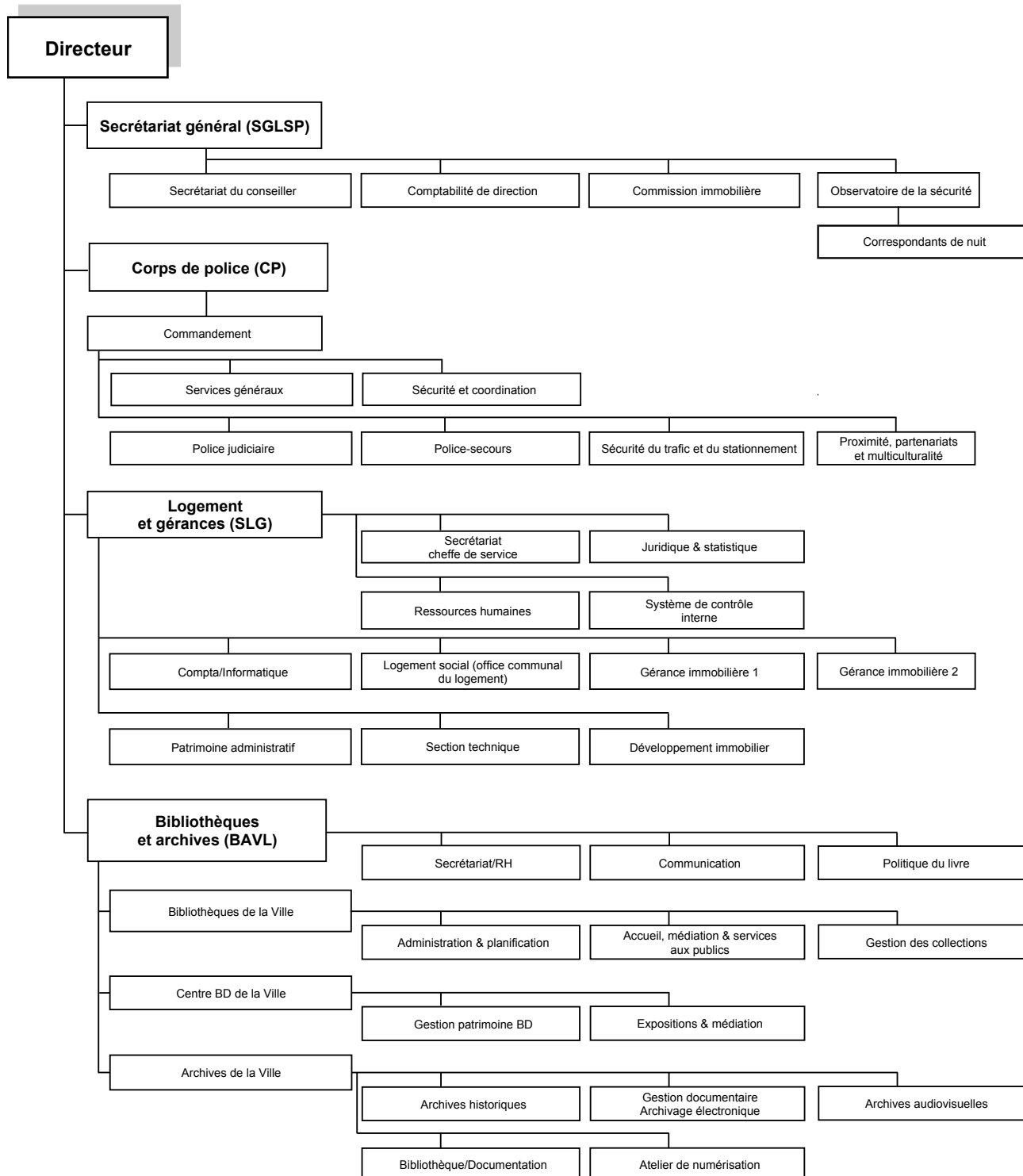


Direction du logement et de la sécurité publique



Direction du logement et de la sécurité publique (LSP)

L'année 2015 aura été synonyme de développements et d'activités importants pour la Direction du logement et de la sécurité publique.

Dans le domaine du logement, l'activité de développement immobilier s'est poursuivie à un rythme soutenu et la procédure d'appel d'offres pour la première étape de l'écoquartier des Plaines-du-Loup a été lancée. Le Conseil communal a également accepté une augmentation du capital propre de la SILL S.A. de CHF 32.5 millions ainsi que la vente à l'Etat de Vaud du Palais de Justice de Montbenon et d'une partie du bâtiment de la place de la Riponne 10. Cette transaction a permis la création d'un fond d'assainissement énergétique de CHF 40 millions du patrimoine financier de la Ville. Le Conseil communal a aussi adopté la révision complète du règlement sur les conditions d'occupation des logements construits ou rénovés avec l'appui financier de la Commune et du Canton (logement subventionnés).

En matière de sécurité publique, 2015 a été marquée par une baisse sensible du nombre de délits, notamment dans le domaine des cambriolages (-42.4%), des atteintes contre la vie et l'intégrité corporelle (-5.9%) et de celles au patrimoine (-22.2%). La Municipalité a également adopté, au printemps, le nouveau plan d'action de sécurité publique 2015-2016. L'Unité des correspondants de nuit, rattachée au Secrétariat général de la direction, a enfin débuté son activité en octobre 2015.

Dans le domaine des bibliothèques et archives, l'année a été particulièrement riche, notamment grâce au développement de la politique du livre et de la lecture, l'installation de la bibliothèque de Grand-Vennes dans ses nouveaux locaux place de la Sallaz, l'adjudication du marché public de renouvellement du logiciel des bibliothèques, la finalisation du projet de gestion documentaire, en coopération avec le Service d'organisation et d'informatique (SOI), et la revitalisation des liens entre le Centre BD et le festival BD-FIL.

SECRETARIAT GÉNÉRAL (SGLSP)

PRINCIPALES TÂCHES DU SERVICE

Secrétariat du conseiller

- coordination des activités de la Direction
- suivi des décisions des affaires du Conseil communal et de la Municipalité au sein de la Direction
- suivi des thèmes transversaux et appui sur les enjeux stratégiques
- gestion du secrétariat du conseiller municipal

Comptabilité de direction

- comptabilité des services de la Direction
- comptabilité des immeubles de la Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL)

Commission immobilière

- gestion de toutes les transactions immobilières de la Ville (achats, ventes, droits distincts et permanents de superficie, servitudes ainsi que tout autre droit réel restreint)
- valorisation des immeubles du patrimoine financier
- valorisation et conseil de gestion du patrimoine immobilier CPCL
- représentation de la Commune à la Commission d'estimation fiscale du district de Lausanne

Observatoire de la sécurité

- élaboration des bases de décision dans le domaine de la sécurité
- gestion de divers dossiers sensibles dans le domaine de la sécurité ou lié au sentiment de sécurité (vie de nuit, préservation de l'espace public, mendicité, prostitution, etc.)
- participation aux projets locaux, cantonaux ou nationaux en lien avec l'amélioration de la sécurité dans le respect des principes du développement durable
- coordination de l'Unité des correspondants de nuit

EFFECTIF DU PERSONNEL

Tableau 1.1. - plan des postes

Unité administrative	1 ^{er} janvier		31 décembre	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration Dir. LSP	6.50	6.50	6.30	6.30
Commission immobilière	3.00	3.00	3.00	3.00
Observatoire de la sécurité	1.55	1.55	7.55	5.95
Total service	11.05	11.05	16.85	15.25

Tableau 1.2.- variation en ept alloués

Unité administrative	du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Total service	+ 5.80

Tableau 2.1. - personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	1 ^{er} janvier		31 décembre	
	n	ept	n	ept
Administration Dir. LSP	8	6.50	8	6.30
Commission immobilière	3	3.00	3	3.00
Observatoire de la sécurité	2	1.55	9	5.95
Total service	13	11.05	20	15.25

Note : les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Tableau 2.2. - apprenti-e-s

Unité administrative	1 ^{er} janvier	31 décembre
	0	0
Total service	0	0

Tableau 2.3. - mouvements du personnel, excepté transfert inter-service (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

	du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	0	8

Tableau 2.4. - motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Convention de départ	
Décès	
Démission	
Départ à la retraite	
Fin de contrat	
Licenciement fin droit traitement	
Licenciement invalidité totale	
Licenciement juste motif	
Licenciement reconversion ext.	
Licenciement suppression poste	
Total service	0

ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

Commission immobilière (CI)

La CI a siégé à trois reprises en 2015 et a traité 19 affaires.

Préavis

La CI a rédigé ou participé à la rédaction en 2015 de 14 préavis présentés au Conseil communal :

- Préavis N° 2015/70 (« *Chemin de Bérée 34a et 34b : Projet de construction de deux bâtiments, comprenant 24 logements subventionnés « équivalent Minergie » et un parking souterrain de 17 places, sis chemin de Bérée 34a et 34b Constitution d'un droit de superficie grevant la parcelle n° 7'307, en faveur de la Fondation lausannoise pour la construction de logements – FLCL – Octroi d'un cautionnement solidaire en faveur de la FLCL – Octroi d'un prêt chirographaire en faveur de la FLCL* »);

- Préavis N° 2015/69 (« Musée cantonal des Beaux-Arts - Mise en œuvre de la convention d'échange foncier avec les CFF – Octroi d'un droit distinct et permanent de superficie à l'Etat de Vaud ») : l'autorisation de modifier et de prolonger la Convention d'échange foncier du 12 octobre 2011 avec les CFF ainsi que l'octroi d'un droit distinct et permanent de superficie à l'Etat de Vaud permettra la construction du bâtiment du Musée cantonal des Beaux-Arts (MCBA);
- Préavis N° 2015/55 (« Plan de quartier concernant les parcelles comprises entre la rue Saint-Laurent, la rue de la Louve, la ruelle Grand-Saint-Jean, la place Grand-Saint-Jean et la rue Adrien-Pichard ») : la société Maus Frères S.A. demande d'assainir, de transformer et agrandir les Grands Magasins Manor afin de renforcer son offre commerciale au centre-ville en valorisant des surfaces indispensables au bon fonctionnement d'un commerce de cette importance;
- Rapport-préavis N° 2015/54 (« Réponse au postulat de M. Charles-Denis Perrin "Rentes uniques ou annuelles, qui gagne, qui perd?" »);
- Rapport-préavis N° 2015/50 (« Vente à l'Etat de Vaud du Palais de Justice de Montbenon et d'une partie du bâtiment administratif et commercial place de la Riponne 10 – promesse de vente à l'Etat de Vaud de la parcelle agricole n° 222 – Romanel-sur-Lausanne – octroi d'un crédit d'investissement du patrimoine financier de CHF 40'000'000.– pour une première étape d'assainissement énergétique et de rénovation des bâtiments de la Ville de Lausanne – réponse au postulat de Mme Florence Germond: "Pour un assainissement énergétique des bâtiments sur la commune de Lausanne grâce aux aides fédérales et cantonales" »): cette opération d'un montant de CHF 64 millions, conforme aux intérêts des deux parties, permet à la Ville de s'engager dans un programme ambitieux de rénovation et d'assainissement énergétique de ses immeubles et de réduire sa dette;
- Préavis N° 2015/40 (« Plan de quartier « En Contigny » concernant les terrains compris entre l'avenue de Montoie, l'avenue de Cour, le chemin de Contigny et le chemin du Grillon – Convention liée aux aspects acoustiques du bâtiment H – Constitution d'une servitude sur la parcelle N° 4701 – Abrogation du plan de quartier N° 448 du 8 octobre 1963 »): la révision du plan de quartier (PQ) fait suite à une demande de la Coopérative d'habitation des employés du rail (CHER) visant à construire deux nouveaux bâtiments et un étage d'attique sur un bâtiment existant. Elle permet la réalisation de nouveaux logements et s'inscrit dans les objectifs de densification urbaine en intervenant dans un quartier déjà bâti. Ce projet s'intègre dans la volonté de la Municipalité d'incorporer ces nouveaux logements en compensation de ceux supprimés dans le cadre de l'agrandissement de la gare;
- Préavis N° 2015/33 (« Vente de 146 m² de la parcelle 18812, sise route de Prilly à la société NewHome Investments S.A. pour l'édification d'un immeuble locatif de quatorze logements »): La Municipalité sollicite l'autorisation de vente d'une partie de parcelle, acquise en 1962 en vue de l'élargissement de la route de Prilly, pour permettre l'édification d'un immeuble locatif de quatorze logements sur la parcelle contiguë 185;
- Préavis N° 2015/37 (« Plan de quartier « chemin des Falaises » concernant les terrains compris entre l'avenue de la Sallaz, le chemin des Falaises et la forêt du Vallon (parcelle N° 3013) – Abrogation partielle du plan d'extension N° 574 du 11 juin 1976 et du plan partiel d'affectation N°721 du 21 février 2007 – Convention foncière »): L'adoption du plan de quartier permettra la construction, d'ici 2017, de plus de 180 logements à proximité du CHUV. La réalisation du projet CLIFF garantit une qualité de vie élevée, une mixité sociale et le respect de critères environnementaux stricts;
- Préavis N° 2015/28 (« Immeuble de la route de Berne 7 à Lausanne: Cession du bâtiment et octroi d'un droit distinct et permanent de superficie à la Société Coopérative d'Habitation Lausanne (SCHL) »): L'octroi d'un droit distinct et permanent de superficie et la cessation du bâtiment de la route de Berne 7 permettra de rénover quatorze logements et de créer deux nouveaux appartements dans les combles, tous à loyer contrôlé;
- Préavis N° 2015/17 (« Projet de construction de douze bâtiments « Minergie-P-Eco » au chemin de Chalet-de-Pra Roman »): l'octroi d'un droit de superficie à la Coopérative de l'habitat associatif (CODHA) permettra de construire 88 logements à loyer contrôlé à proximité du Chalet-à-Gobet. Les premiers bâtiments pourraient être disponibles fin 2017;
- Préavis N° 2015/14 (« Projet de construction de deux bâtiments répondant au concept de « Société à 2000 watts », comprenant 70 logement subventionnés, une résidence hôtelière pour étudiants de 90 chambres, des locaux d'activités et un parking souterrain de 39 places, sis avenue de Sévelin »): l'octroi d'un droit distinct et permanent de superficie à la Coopérative « Le Logement idéal » et à la Fondation Maisons pour Etudiants Lausanne permettra de construire deux bâtiments durables;
- Préavis N° 2015/09 (« Fondation Pro Habitat Lausanne – Démolition et reconstruction de trois immeubles de logements à loyers subventionnés, d'un parking souterrain et d'un abri PCI, sis au chemin de Montelly 34 à 44 »): il est demandé d'accorder à la Fondation Pro Habitat Lausanne les appuis financiers prévus par la Loi cantonale du 9 septembre 1975 sur le logement, pour la réalisation de 103 logements subventionnés sis au chemin de Montelly 34-44, sur la parcelle privée n° 4477;
- Rapport-préavis N° 2015/06 (« Plan partiel d'affectation Parc éolien « EolJorat » secteur sud »): la construction de huit éoliennes sur le territoire lausannois, dans les bois du Jorat est proposée afin de produire l'équivalent de la consommation annuelle d'électricité de 22'000 ménages. Le plan partiel d'affectation (PPA) affecte huit terrains à cet effet et accorde un droit de superficie à la société SI-REN S.A.. Le rapport-préavis répond par ailleurs à trois interventions et 81 oppositions.

Opérations foncières réalisées hors préavis

La liste des principales opérations foncières réalisées en 2015 figure sous « Préambule – Autorisation générale de procéder à des acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières, et de statuer sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers, en application de l'article 20, lettre f du règlement du Conseil communal ».

Estimation fiscale

Le délégué et son adjointe ont siégé à la Commission d'estimation fiscale des immeubles du district de Lausanne. Les taxations, nouvelles ou révisées, ont apporté les augmentations suivantes des valeurs fiscales :

2009	CHF 760'301'200.–	(résultat final)
2010	CHF 812'560'260.–	(résultat final)
2011	CHF 764'822'060.–	(résultat final)
2012	CHF 723'920'630.–	(résultat intermédiaire)
2013	CHF 587'224'100.–	(résultat intermédiaire)
2014	CHF 513'466'800.–	(résultat intermédiaire)
2015	CHF 239'036'000.–	(résultat intermédiaire)

Observatoire de la sécurité

Trois dossiers, en lien direct avec la vie nocturne, ont occupés l'observatoire en 2015 :

- la mise en place de l'unité des correspondants de nuit rattachée à l'Observatoire (engagement, formation des intervenants, collaborations et partenaires) ainsi que la coordination avec le Centre romand de recherche en criminologie responsable d'une partie de l'évaluation du projet ;
- l'organisation de la troisième soirée des États généraux de la Vie de nuit, le 5 novembre 2015, avec le Service d'alcoolologie du CHUV sur le thème des liens entre alcool et violence ;
- la gestion coordonnée de la problématique de l'occupation du Talus Curtat par les gymnasiens les soirs de fin de semaine avec la direction du gymnase de La Cité, le comité des élèves, les services de la Ville concernés, en particulier la police, et les riverains.

Le déploiement de la vidéosurveillance préventive s'est poursuivi, pour atteindre 35 installations. La rénovation de la toiture de la piscine de Mon-Repos a permis d'installer un système de surveillance et l'accueil d'une prestigieuse exposition de montres a nécessité une modernisation du système en place au Musée de design et d'arts appliqués contemporains (mudac).

L'Observatoire de la sécurité a également suivi le dossier de la prostitution et organisé, le 23 avril 2015, une table ronde sur la question en lien direct avec le futur préavis municipal sur le sujet.

L'Observatoire de la sécurité a participé à plusieurs débats et formations en relation avec la sécurité et les alcoolisations massives et poursuivi sa collaboration avec le Corps de police, les services de l'administration ainsi que diverses associations et institutions, en vue d'améliorer la sécurité au sens large. Il a notamment participé au colloque « nuits urbaines » avec de nombreuses collectivités publiques européennes en mars 2015 à Paris.

Enfin, suite à la nomination de la déléguée au poste de secrétaire générale de LSP, au 1^{er} mai 2015, et de l'assistant administratif au poste de délégué, au 1^{er} octobre 2015, l'Observatoire de la sécurité a engagé une nouvelle adjointe, au 1^{er} décembre 2015.

CORPS DE POLICE (CP)

PRINCIPALES TÂCHES DU SERVICE

- assurer la sécurité des personnes et des biens
- maintenir la tranquillité et l'ordre publics
- veiller au respect des lois, des procédures et des bonnes mœurs
- répondre aux attentes de la population

Services généraux

- gestion administrative et de projets
- soutien aux divisions opérationnelles et développement des politiques internes

Sécurité et coordination

- conduite des opérations et coordination avec les partenaires
- gestion de la centrale d'alarme et d'engagement, de la brigade vie nocturne et de prévention du bruit, des unités spéciales, du groupe d'intervention, de la brigade canine, de la cellule de négociation et de l'entité de renseignements, statistiques et analyses

Police judiciaire

- gestion des affaires pénales, crimes et délits commis sur le territoire lausannois
- conduite des enquêtes préliminaires et des investigations à la demande du Ministère public

Police-secours

- gestion des interventions d'urgence
- maintien d'une présence préventive permanente sur l'ensemble du territoire lausannois

Sécurité du trafic et stationnement

- gestion et prévention des accidents de circulation ; formation et sensibilisation des usagers
- contrôle du stationnement et dénonciation des infractions de circulation

Proximité, partenariats et multiculturalité

- développement de l'offre en sécurité publique au service de la population et en services de proximités
- résolution de problèmes avec les partenaires concernés et mise sur pied d'actions préventives

EFFECTIF DU PERSONNEL**Tableau 1.1. - plan des postes**

Unité administrative	1 ^{er} janvier		31 décembre	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Direction CP	4.00	3.00	4.00	3.00
Police Judiciaire	115.30	114.30	119.30	117.60
Police-Secours	173.70	179.00	179.90	181.70
Proximité, parten.et multicult.	46.00	38.20	50.00	43.80
Sécurité coordination	82.50	72.50	81.50	76.80
Sécurité trafic, stationnement	135.10	132.35	137.80	133.80
Services généraux (anc. DDGI)	79.30	78.30	81.40	80.30
Total service	635.90	617.65	653.90	637.00

Tableau 1.2.- variation en ept alloués

Unité administrative	du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Total service	+ 18.00

Tableau 2.1. - personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	1 ^{er} janvier		31 décembre	
	n	ept	n	ept
Académie de police	1	0.60		
Direction CP	3	3.00	3	3.00
Police Judiciaire	119	114.30	123	117.60
Police-Secours	182	179.00	185	181.70
Proximité, parten.et multicult.	41	38.20	47	43.80
Sécurité coordination	73	72.50	78	76.80
Sécurité trafic, stationnement	140	132.35	141	133.80
Services généraux (anc. DDGI)	88	77.70	91	80.30
Total service	647	617.65	668	637.00

Note : les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Tableau 2.2. - apprenti-e-s / aspirant-e-s

Unité administrative	1 ^{er} janvier	31 décembre
	n	n
Académie de police	30	30
Direction CP	1	4*
Services généraux (anc. DDGI)	3	3
Total service	34	37

*dont 1 stagiaire MPC (maturité professionnelle commerciale)

Tableau 2.3. - mouvements du personnel, excepté transfert inter-services (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	39	25

Tableau 2.4. - motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Convention de départ	2
Décès	
Démission	17
Départ à la retraite	14
Fin de contrat	1
Licenciement fin droit traitement	1
Licenciement invalidité totale	
Licenciement juste motif	4
Licenciement reconversion ext.	
Licenciement suppression poste	
Total service	39

ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

Après un bilan des résultats probants du précédent plan d'action de sécurité publique 2013-2014, l'année 2015 s'inscrit dans la volonté d'agir dans la durée en poursuivant les efforts engagés pour la préservation de la qualité de l'espace public. Un plan d'action de sécurité publique 2015-2016 a été édité et distribué aux autorités lausannoises. L'année 2015 est marquée par l'amélioration du climat sécuritaire, qui se traduit par une diminution des infractions au Code pénal (-22.2%) et du nombre d'interventions du CP (-9.07%). La baisse du nombre de constats d'accidents se confirme également (-11%).

Dans le cadre du dispositif « Héraclès », les agents ont effectué plus de 52'000 heures de patrouilles pédestres (45'000 en 2014) afin d'accroître la visibilité policière, en particulier autour de la Riponne, Chauderon, St-François/Bourg et de la Gare.

Lausanne a accueilli M. François Hollande, président de la République française, en visite officielle (687 heures) et les négociations sur le nucléaire iranien (3'454 heures lors de l'opération « Atome » pour la partie se déroulant sur le sol lausannois et « Pistache » pour la partie se déroulant à Montreux). La participation du CP a été facturée à la Confédération qui s'est acquittée d'un montant compensatoire de CHF 750'000.-.

CP a rédigé le préavis N° 2015/11 (« Règlement général de Police de la commune de Lausanne (RGP) – Introduction d'un article précisant les modalités de facturation des prestations du Corps de police »).

SERVICES GÉNÉRAUX (SG)

Communication et prévention

Le bureau de la communication a répondu à 290 sollicitations des médias et diffusé 42 communiqués de presse ainsi que 20 « 117 express ». Les sollicitations ont été particulièrement soutenues en début d'année à l'occasion de plusieurs rencontres politiques internationales, notamment lors des négociations sur le nucléaire iranien.

En 2015, quelque 1'250 informations ont été publiées sur le nouveau site intranet du CP.

Du côté de la prévention, le bureau a notamment conduit la campagne « Anastase : le tour de magie », destinée aux piétons qui portent des écouteurs. Cette campagne (récompensée de quatre prix) est composée d'affiches, d'actions de terrain et d'un clip. Ce dernier, largement diffusé sur les réseaux sociaux, a été vu à plusieurs millions de reprises.

Finances et logistique

La rénovation de St-Martin 31 a permis au CP de disposer de 943 m² supplémentaires en faveur de 87 collaborateurs. L'agrandissement et la rénovation du poste de quartier d'Ouchy, en collaboration avec le Service du logement et des gérances (SLG), a commencé.

Déontologie

La commission préposée à la déontologie a rendu son 6^e rapport annuel d'activité pour l'année 2014. On note une stabilité du niveau des doléances avec 29 cas (comme en 2013 et inférieur à la moyenne des cas enregistrés depuis 2009 qui est de 32 cas). A relever que plus de 85% des situations sont réglées après une rencontre avec le déontologue permettant de lever des malentendus. Des manquements ont été relevés dans un tiers des dossiers.

Ethique

Durant l'année écoulée, le travail de l'officier éthicien s'est poursuivi. Il participe ou conduit plus de dix groupes de travail dont les sujets sont en lien direct avec l'amélioration des pratiques des acteurs de terrain, le développement des plans de carrières ainsi que le perfectionnement des compétences managériales.

Unité psychologique

L'unité a participé au recrutement d'une large volée d'aspirants de police ainsi que de policiers déjà formés. L'année a été marquée par l'organisation de 34 sessions de prévention du « burn-out » qui ont permis de sensibiliser le personnel du CP.

Unité juridique

En plus des analyses juridiques et du suivi des aspects d'une multitude de dossiers, l'unité juridique a participé à divers groupes de travail, notamment dans le cadre du projet visant à donner un statut juridique à l'Académie de police de Savatan, d'inscrire une nouvelle norme dans le Règlement général de Police de la commune de Lausanne (RGP) en vue de facturer certaines interventions de police à des tiers (art. 9 bis).

Centre de formation (CFPL)

Au total, 127 cours ont été dispensés à l'ensemble des policiers dans le domaine de la sécurité personnelle (technique et tactique d'intervention). Suite aux attentats ayant endeuillés 2015, 18 cours ont été organisés pour améliorer la réponse des agents de terrain face à une attaque terroriste ou à un cas isolé.

Le CFPL a également organisé l'entrée en fonction et les stages des nouveaux aspirants de la volée 2015. Il a assuré un appui à leur formation de base à l'Académie de police de Savatan ainsi qu'à l'occasion de leur intégration au sein du CP par cinq journées de formation spécifiques, dont deux consacrées à la police de proximité.

Ressources humaines (RH)

L'année 2015 a été marquée par le départ de 39 personnes, soit 29 policiers (treize retraites), quatre assistants de sécurité publique (ASP) et six civils, et l'intégration de trente policiers qui ont réussi leur formation à l'Académie de police de Savatan, douze policiers formés, trois ASP et dix civils.

L'entité RH a actualisé les descriptions de postes de 200 collaborateurs dans le cadre du projet « Equitas ». Un projet de détection de potentiels pour la relève des cadres a été également initié.

SÉCURITÉ ET COORDINATION (SC)

Cette division opérationnelle et transversale s'est dotée d'une nouvelle entité « Sentinelle » dont le rôle consiste à rechercher des informations sur les manifestations et sur les différents phénomènes non judiciaires. Elle est composée de trois personnes, dont une policière à 50% et une auxiliaire civile. Une fois triées et analysées, les informations permettent de mieux anticiper la portée de divers événements et leur évolution.

En 2015, « Sentinelle » a participé, en collaboration avec la Direction du renseignement de la Police cantonale, à la recherche d'informations.

Le dispositif « Héraclès » a été renforcé en 2015 pour mieux répondre aux différents objectifs opérationnels et s'adapter à l'évolution de divers phénomènes.

Centrale d'alarmes et d'engagements (CAE)

La CAE a connu une augmentation du nombre d'appels au 117, soit 75'139 (73'185 en 2014). Le 19 juin, 120 appels d'urgence ont été traités en une quinzaine de minutes, suite au déclenchement inopiné d'une sirène de la protection civile.

Brigade de vie nocturne et de prévention du bruit (BVNPB)

L'année a été marquée par une modification de l'horaire du personnel de la brigade et une adaptation des missions à l'entrée en vigueur de la nouvelle mouture de la loi sur les auberges et les débits de boissons (LADB). Les commerces, sous l'angle du respect des horaires de vente d'alcool et de la vente d'alcool aux mineurs font l'objet de contrôle de la BVNPB. 269 magasins ont été vérifiés. Seules douze infractions, liées uniquement au non-respect de l'heure de fermeture, ont été constatées. Quant aux établissements (jour et nuit) ils ont fait l'objet de 2'028 contrôles portant sur différents aspects (horaire, capacité, bruit, etc.). 243 dénonciations ont été effectuées. Le contrôle des manifestations incombe aussi à la BVNPB.

De jour, la BVNPB a essentiellement effectué des contrôles de circulation afin de vérifier l'état des véhicules.

Unités spéciales

Groupe d'intervention

Le nombre d'opérations (113) reste stable (119 en 2014), soit environ une opération tous les trois jours.

La collaboration avec la police judiciaire, en particulier avec la brigade des stupéfiants, reste la principale source d'engagements. L'année 2015 a également été marquée par des collaborations accrues avec d'autres corps de police, parfois sur des périodes prolongées lors d'événements de portée internationale. Par ailleurs, face au contexte international difficile, notamment lié aux actions djihadistes, le CP a adapté son dispositif et accru sa vigilance, sur la base des directives fédérales et intercantionales.

Brigade canine

La brigade canine, forte de onze conducteurs et de douze chiens, participe activement à la lutte contre le trafic de produits stupéfiants. Les chiens spécialisés dans la détection de produits explosifs ont été fortement sollicités lors des conférences et visites officielles de l'année.

Un chien St-Hubert, spécialisé dans la recherche de personnes, a fait son entrée dans la brigade.

Cellule de négociation

La permanence de cette cellule a été sollicitée à quatorze reprises, dont deux fois pour des analyses du risque en vue d'opérations. La majorité des personnes concernées sont suicidaires. Deux membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui menaçaient de sauter d'un toit pour des motifs politiques et des problèmes d'autorisation de séjour ont aussi été pris en charge.

Task force

L'activité de cette entité est restée stable malgré des changements d'effectif et d'horaire d'engagement. Une hausse du travail en relation avec le trafic de produits stupéfiants est constatée, 62 rapports contre 32 en 2014.

Depuis juin 2015, environ 20% de l'activité de la structure est consacrée à faire respecter les dispositions réglementaires des espaces verts relatives au littering, aux grills jetables, aux slackelines (opération « Aristée »).

Organisation DIAM

L'état-major DIAM a été mobilisé à l'occasion des démonstrations aériennes qui ont eu lieu lors des « Jeux de l'Aviation » au Musée olympique.

Le plan canicule a été partiellement activé du 2 au 8 juillet et du 16 au 24 juillet par les autorités cantonales. Il s'est concrétisé par l'envoi de 11'000 lettres d'informations aux personnes de plus 75 ans, 377 contacts téléphoniques et 124 visites à domicile.

POLICE JUDICIAIRE (PJ)

Brigade du patrimoine

Cette entité traite toutes les affaires relatives à la protection des biens et des valeurs pécuniaires. Les vols de cartes de crédit et les retraits frauduleux opérés par les malfrats ont généré un travail important en termes d'analyse d'images. Les escroqueries commises principalement dans de grandes sociétés ont fait l'objet d'une prise en charge soutenue ; la rapidité d'intervention étant un élément déterminant à l'élucidation des cas.

La brigade appuie les autres brigades dans les tâches spécifiques d'observation et de filature. Elle a contribué à la résolution de nombreuses affaires, dont dix arrestations d'auteurs d'utilisation frauduleuse des automates à billets des Transports publics de la région lausannoise (tl) pour un préjudice annuel estimé à plus de CHF 130'000.-. Les enquêteurs de la brigade ont également traité des cas de vols avec violences (brigandages) et de vols avec ou sans effraction dans les véhicules. Des opérations ont aussi été menées pour interpellier de jeunes adultes auteurs de vols de véhicules. Les vols de cuivre font également partie des phénomènes en recrudescence. Les incendies volontaires de mobilier urbain sont également traités par cette brigade.

691 auteurs ont été déférés à la justice pour 1'298 délits, contre 842 auteurs pour 1'504 délits en 2014.

Brigade de l'intégrité

Le nombre de brigandages à main armée se monte à 17. Un meurtre a été commis suite à une dispute conjugale. 700 plaintes ont été enregistrées.

Brigade des stupéfiants

Comme les années précédentes, l'activité dans le domaine du démantèlement des réseaux d'approvisionnement est restée élevée. La volonté d'exercer une pression permanente sur les trafiquants de drogues dites « dures » (cocaïne et héroïne) est poursuivie en 2015 avec des arrestations et des saisies importantes (10.6 kg de cocaïne et 7.5 kg d'héroïne, contre 13.3 kg de cocaïne et 3.19 kg d'héroïne en 2014). Corollaire aux actions menées, les réseaux de cocaïne privilégient les livraisons plus fréquentes de plus petites quantités, ce qui rend les saisies importantes plus difficiles, alors qu'elles sont la clé de voûte des condamnations.

Concernant le deal sur le domaine public, 212 arrestations ont été réalisées par le groupe « Celtus », soit une augmentation de 9,28% par rapport à 2014. L'augmentation est plus marquée pour les trafiquants de cocaïne originaires de pays d'Afrique de l'Ouest. La justice a condamné 45 trafiquants à une peine de prison ferme d'au minimum un an.

Brigade des mœurs

Le nombre d'infractions contre l'intégrité sexuelle à l'endroit de victimes mineures et majeures est resté stable en comparaison avec celui de 2014. Il en va de même pour les valeurs des cas de maltraitance sur les mineurs et les cas graves de violences domestiques.

Plusieurs fois par semaine, la cellule prostitution effectue des contrôles visant à prévenir la traite d'êtres humains, l'encouragement à la prostitution, notamment par l'enregistrement des professionnel-le-s du sexe. Les enquêteurs restent très attentifs aux éléments qui pourraient démontrer que des personnes se trouvent sous l'emprise d'une organisation criminelle. A ce jour, les investigations effectuées n'ont pas démontré l'existence de situations concrètes mais la vigilance reste de mise.

Brigade de la jeunesse

En 2015, 412 jeunes ont occupé la brigade pour des infractions diverses, chiffre proche de celui de 2013 (434) ; 2014 ayant été particulièrement chargée avec 519 dossiers de mineurs adressés au tribunal. Les actes de violence commis par des mineurs sont une nouvelle fois en baisse avec 83 plaintes enregistrées et 72 auteurs identifiés, soit un taux d'élucidation de 86%. Les garçons restent toujours surreprésentés (300 contre 112 filles).

La brigade a assuré une présence importante et régulière dans les quartiers en lien avec des groupes de jeunes qui posent problème (comportements agressifs envers la police, incendies de containers, trafic). La plupart des auteurs a pu être interpellé.

Par ailleurs, un important travail de recherches a été entrepris par le Laboratoire de prévention de la criminalité de l'Université de Lausanne sur le thème de la prévention auprès des jeunes. Ainsi, le poste de chargée de prévention, intégré à la brigade, a été pérennisé. Plébiscitée par les partenaires, dont les établissements scolaires, la chargée de prévention est aujourd'hui quelque peu victime de son succès et ne peut répondre à toutes les sollicitations.

Brigade des cambriolages

La première année complète d'activité de la brigade, qui traite spécifiquement les cas de vols par effraction, a été marqué par une diminution très encourageante avec -42.4% de cambriolages. Uniquement pour la Ville de Lausanne, 742 cas ont été élucidés. Les auditions de certains auteurs permettent régulièrement d'élucider d'autres cas ailleurs en Suisse.

Ainsi, 151 auteurs ont été interpellés et reconnus auteurs, 38 l'ont été pour des tentatives de cambriolages. Ils s'organisent en bandes selon des modalités très souples. La composition des groupes varie constamment et ils agissent aussi en fonction des opportunités. Les auteurs proviennent en majorité de pays d'Afrique du Nord ou d'Europe de l'Est.

Le travail de la brigade a permis de juguler de façon significative le nombre de cambriolages, en particulier dès la fin de l'automne, époque durant laquelle le changement d'horaire est traditionnellement favorable à ce type de forfait.

POLICE-SECOURS (PS)

La présence marquée sur le terrain a porté ses fruits, puisque le nombre d'interventions et de sollicitations diminue d'année en année pour passer à 29'877 en 2015, soit une baisse de 9.07% par rapport à 2014. Le temps ainsi gagné a permis encore d'accentuer la présence dans la rue, notamment à Chauderon, à la Riponne et au talus du mudac.

Le niveau d'appréciation du nouvel horaire a été sondé après dix mois d'application. Un très bon taux de satisfaction en ressort. Quelques éléments ont été analysés en collaboration avec le personnel et de nouvelles améliorations ont été apportées au 1^{er} janvier 2016. Elles participent à la fidélisation des collaborateurs, alors qu'un net regain d'intérêt de la part de policiers déjà formés à rejoindre CP est observé.

D'autre part, au 1^{er} octobre 2015, le centre de gestion administrative et d'accueil a été créé. Cette nouvelle entité regroupe dorénavant le secrétariat, la structure administrative, la réception, les assistants de police affectés à PS et le marqueur de service.

SÉCURITÉ DU TRAFIC ET STATIONNEMENT (STS)

En matière de sécurité routière, une nouvelle amélioration a été enregistrée notamment en ce qui concerne les accidents (759 contre 854 en 2014) et les blessés (322 contre 326 en 2014). 3'834 contrôles de vitesse et des campagnes de prévention couronnées de succès y contribuent. Les accidents avec ivresse chutent également avec 256 cas en 2015, contre 302 en 2014, représentant une baisse de 15%. Globalement, le nombre d'amendes d'ordre infligées est en baisse aussi bien pour la vitesse que le stationnement.

Par ailleurs, le personnel du STS a été engagé à de nombreuses reprises pour des tâches annexes (manifestations, opérations spéciales, appuis aux unités d'interventions, service d'ordre, etc.).

Campagnes de prévention

Le STS a relayé 19 campagnes de prévention (onze nationales, quatre cantonales et cinq lausannoises). Neuf campagnes ont donné lieu à des contrôles de circulation préventifs (Zéro pour mille – Zéro problème; Le bruit dérange; Anastase; Sauve ta peau – mal équipé = pas protégé; Stop avant le choc (rentrée scolaire); Pro vélo; See You (campagne de la lumière); E-Bike et LEB).

Contrôles de la vitesse

L'effet préventif des contrôles avec des appareils mobiles s'avère positif, tout comme les trois installations d'indication instantanée de la vitesse qui ont informés 3'605'344 conducteurs (3'527'349 en 2014).

61'028 automobilistes ont tout de même fait l'objet d'une dénonciation pour excès de vitesse. Sur les secteurs suburbains limités à 80 km/h, pas moins de 8'778 conducteurs ont été dénoncés pour avoir roulé au-dessus de la norme légale (10'656 en 2014). Une vitesse extrême de 154 km/h a été relevée sur la route de Berne. Quant au réseau urbain, 18 conducteurs ont été flashés à des vitesses supérieures à 90 km/h (37 en 2014). La vitesse la plus inadaptée enregistrée était de 114 km/h sur la route de Chavannes.

Contrôles à l'éthylomètre

Une nette diminution du nombre de personnes contrôlées est à relever (6'228 contre 6'851 en 2014), avec pour corollaire une baisse conséquente du nombre total d'ivresses (327 contre 412 en 2014).

Contrôles aux carrefours

Si le nombre de conducteurs dénoncés demeure identique par rapport aux passages enregistrés (0.13% pour 2014 et 2015), une baisse sensible des infractions aux carrefours (-15.56%) est à relever. Elle s'explique en partie par le fait que deux carrefours (Solitaire et Grey-Blécherette) ont été affectés par des travaux d'aménagements.

Infractions de circulation et de stationnement

Le total de ces infractions pour 2015 (353'002) est en baisse de 13% par rapport à 2014. Une hausse de 11.39% des infractions pour stationnement nocturne est observée avec 22'557 cas. Les dépannages et évacuations forcées sont aussi en légère augmentation de 5.69%. Le parcage sur les trottoirs est quant à lui en baisse de 18.62%.

Accidents de circulation

Les actions de prévention mises en place cette année ont permis de diminuer encore le nombre d'accidents. Par rapport à 2014, on observe toujours une diminution des constats de 11.12% ainsi que du nombre de blessés de 1.22%. 66 piétons adultes et onze enfants ont été victimes d'accidents. Les dix accidents impliquant le LEB, dont la moitié avec blessés, ont passablement occupé le STS. Enfin, tout comme en 2014, deux accidents mortels sont à déplorer.

PROXIMITÉ, PARTENARIATS ET MULTICULTURALITÉ (PPM)

La division a contribué à l'intégration des trente nouveaux agent-e-s issus de l'Académie de police de Savatan en les affectant aux postes de quartier pendant six mois. Ainsi, ils ont découvert la vie de quartier, appris à tisser des liens avec divers acteurs et soutenu la division dans une nouvelle dynamique d'accueil.

Les postes de quartier ont été impliqués dans des actions de communication, de prévention ou de dissuasion, notamment par l'organisation de six soirées de prévention des cambriolages dans divers quartiers, un stand au Comptoir suisse et au Salon des métiers, une implication lors de la « Journée du vélo ». La division a également été active durant les grands événements internationaux.

Les postes de police de la Gare, du Flon et d'Ouchy ont fait l'objet d'un audit externe visant à analyser la qualité d'accueil et la disposition des lieux, audit qui débouchera sur des propositions en 2016.

Le poste de police mobile (PPMob) a été engagé dans les quartiers de manière systématique dès le mois de mai. Occupé initialement par du personnel de la division, il est maintenant renforcé par des policiers provenant de tout le CP.

Les trois collaboratrices ainsi que l'apprenti du bureau des objets trouvés ont reçu 13'017 personnes et répondu à 16'849 appels téléphoniques. Le nombre global de trouvailles se monte à 12'407, dont 5'870 papiers officiels, cartes de crédit et autres documents nominatifs. 5'037 objets ont été restitués à leurs propriétaires.

EVOLUTION DE LA CRIMINALITÉ

La tendance à la baisse, esquissée en 2013, se confirme avec une diminution sensible et généralisée du nombre d'infractions (voir tableau ci-après). On relève notamment une baisse du nombre des infractions au Code pénal de -22.2% en 2015 -18.5% en 2014) qui s'explique principalement par une diminution du nombre d'infractions au patrimoine (-22.2%).

Élucidations et évolution des infractions selon la loi

	2014		2015		Différence
	Infractions	Élucidations	Infractions	Élucidations	
Code pénal (CP)	22'211	22.2%	17'274	24.4%	-22%
dont					
Total vie et intégrité corporelle	929	77.0%	874	78.3%	-6%
Total patrimoine	16'653	14.6%	12'949	14.2%	-22%
Loi sur les stupéfiants (LStup)	6'575	91.0%	6'092	91.1%	-7%
Loi sur les Étrangers (LEtr)	2'791	100%	2'028	99.8%	-27%
Autres lois fédérales annexes	27	81.5%	24	87.5%	-11%

© OFS, Neuchâtel 2015

Evolution des accidents de la circulation

	2011	2012	2013	2014	2015
Accidents de circulation (constats)	1'011	1'054	915	854	759
Personnes blessées	412	448	375	326	322
Personnes tuées	4	1	1	2	2
Fuites après accident	361	339	285	276	228
Piétons victimes,	83	87	83	64	66
dont piétons enfants jusqu'à 15 ans	22	13	18	18	11

SERVICE DU LOGEMENT ET DES GÉRANCES (SLG)

PRINCIPALES TÂCHES DU SERVICE

Secrétariat, juridique et statistique, ressources humaines, système de contrôle interne

- gérer les tâches administratives liées aux activités de la cheffe de service et de son adjoint
- offrir un soutien juridique dans le domaine du logement
- élaborer les statistiques nécessaires au suivi régulier de l'évolution du marché du logement
- assurer les prestations liées à la gestion du personnel administratif (77 personnes) et d'exploitation (108 personnes)
- poursuivre la mise en place du système de contrôle interne pour l'ensemble des processus du service

Comptabilité et informatique

- assurer les prestations du correspondant en micro-informatique
- réaliser toutes les écritures comptables du service, notamment celles liées aux activités de gérance (hormis ex-COLOSA)
- réaliser le bouclage annuel des comptes

Logement social

- gérer l'inscription aux logements subventionnés et contrôlés conformément à la législation en vigueur
- réviser les conditions d'occupation des locataires des logements subventionnés ou contrôlés conformément à la législation en vigueur
- offrir les prestations d'assistance à la recherche d'un logement subventionné aux candidats locataires éprouvant des difficultés à obtenir un logement adapté à leur situation
- organiser la « Fête des voisins »
- participer à l'élaboration de certains plans de quartier impliquant la participation des habitants
- représentation de la Commune à la Commission d'estimation fiscale du district de Lausanne

Gérance immobilière 1

- gérer le parc immobilier « historique » de la Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL) comprenant des immeubles du marché libre et des immeubles subventionnés
- gérer, pour le compte de la CPCL, les immeubles ex-COLOSA (composés quasi exclusivement d'immeubles subventionnés ou contrôlés) et en assurer la comptabilité
- gérer les immeubles de la Société immobilière lausannoise pour le logement S.A. (SILL S.A.)

Gérance immobilière 2

- gérer les immeubles du patrimoine financier de la Ville
- gérer et suivre l'évolution des contrats de droit de superficie
- gérer les places de parc du domaine privé communal et appliquer le plan de mobilité de l'administration communale lausannoise

Patrimoine administratif

- gérer les immeubles et locaux faisant partie du patrimoine administratif occupés par les différents services communaux ou entités soutenues par la Ville
- assurer l'exploitation technique et le nettoyage des locaux de l'administration communale
- assister les services dans la recherche de solution de location

Secteur technique

- conduire les projets de construction, rénovation et transformation pour le compte de la CPCL
- conduire les projets de rénovation, transformation et nouvelle construction du patrimoine financier de la Ville

EFFECTIF DU PERSONNEL

Tableau 1.1. - plan des postes

Unité administrative	1 ^{er} janvier		31 décembre	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Bâtiments administratifs (BAD)	42.87	41.72	42.87	41.37
Colosa	6.23	6.23	6.23	6.20
Géranes	38.47	36.41	36.76	35.41
Logement	18.75	17.75	19.00	18.00
Total service	106.31	102.11	104.86	100.98

Tableau 1.2.- variation en ept alloués

	du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Unité administrative	
Total service	-1.45

Tableau 2.1. - personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	1 ^{er} janvier		31 décembre	
	n	ept	n	ept
Bâtiments administratifs (BAD)	88	41.72	86	41.37
Colosa	7	6.23	7	6.20
Gérances	68	36.41	67	35.41
Logement	22	17.75	21	18.00
Total service	185	102.11	181	100.98

Note : les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Tableau 2.2. - apprenti-e-s

Unité administrative	1 ^{er} janvier		31 décembre	
	n		n	
Bâtiments administratifs (BAD)	1		1	
Colosa	3		2	
Gérances	3		3	
Total service	7		6	

Tableau 2.3. - mouvements du personnel, excepté transfert inter-services (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

	du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	9	6

Tableau 2.4. - motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Convention de départ	
Décès	
Démission	
Départ à la retraite	4
Fin de contrat	2
Licenciement fin droit traitement	3
Licenciement invalidité totale	
Licenciement juste motif	
Licenciement reconversion ext.	
Licenciement suppression poste	
Total service	9

ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

L'année 2015 a été particulièrement riche en événements marquants tels que :

- l'entrée en vigueur le 11 août du nouveau règlement communal sur les conditions d'occupation des logements construits ou rénovés avec l'appui financier de la Commune et du Canton ;
- l'exposition « 10 ans de logement pour tous 2005-2015 », au Forum de l'Hôtel de Ville, du 18 septembre au 10 octobre, retraçant la politique du logement de ces dix dernières années ;
- le lancement de la procédure d'appel d'offres d'investisseurs de la première étape de l'écoquartier des Plaines-du-Loup ;
- la participation à l'élaboration de plusieurs plans de quartier : Malley-Gazomètre, Boveresses, Vallon et Sévelin.

Par ailleurs, le SLG a rédigé ou participé à la rédaction des préavis et rapports-préavis suivants :

- rapport-préavis N° 2015/04 (« Réponse au postulat de Buclin Hadrien : "Pour un contrôle plus systématique des loyers par la Ville" ») ;
- préavis N° 2015/09 (« Fondation Pro Habitat Lausanne. Démolition et reconstruction de trois immeubles de logements à loyers subventionnés sis au chemin de Montelly 34 à 44. Octroi des aides publiques prévues par la loi du 9 septembre 1975 sur le logement ») ;
- préavis N° 2015/12 (« Augmentation de CHF 32'500'000.- du capital-actions de la SILL S.A. Société immobilière lausannoise pour le logement S.A. ») ;
- préavis N° 2015/14 (« Projet de construction de deux bâtiments répondant au concept de « Société à 2000 watts » sis avenue de Sévelin 10, 12, 14a, 14b et 16 ») ;

- préavis N° 2015/17 (« *Projet de construction de 12 bâtiments Minergie-P-Eco sis chemin du Chalet-Pra-Roman - Constitution DDP en faveur de la CODHA* »);
- rapport-préavis N° 2015/50 (« *Vente à l'Etat de Vaud du Palais de Justice de Montbenon et d'une partie du bâtiment administratif et commercial place de la Riponne 10 – promesse de vente à l'Etat de Vaud de la parcelle agricole n° 222 à Romanel-sur-Lausanne – octroi d'un crédit d'investissement du patrimoine financier de CHF 40'000'000.– pour la 1^{ère} étape d'assainissement énergétique et de rénovation des bâtiments de la Ville de Lausanne – Réponse au postulat de Mme Germond Florence: "Pour un assainissement énergétique des bâtiments sur la commune de Lausanne grâce aux aides fédérales et cantonales"* »);
- préavis N° 2015/68 (« *Octroi à la Municipalité d'une enveloppe financière de CHF 6'000'000.– en vue de l'octroi de prêts chirographaires remboursables de durée limitée* »);
- préavis N° 2015/70 (« *Projet de construction de deux bâtiments, comprenant 24 logements subventionnés « équivalent Minergie » chemin de Bérée 34a et 34b* »).

La cheffe de service a aussi fait partie des membres du jury du concours St-Martin 16-18 coprésidé par Messieurs les Conseillers municipaux Olivier Français et Grégoire Junod.

Elle représente la Ville au sein des organes de gouvernance des plus grandes sociétés immobilières: SILL S.A., SCHL, FPHL, FLCL, Logement Idéal et Cité-Derrière.

UNITÉ JURIDIQUE ET STATISTIQUE

Recours

Dans le cadre de l'application de la loi sur la démolition, la transformation et la rénovation de maisons d'habitation ainsi que l'utilisation de logement à d'autres fins que l'habitation (LDTR) et la loi concernant l'aliénation d'appartements loués (LAAL), neuf dossiers ont fait l'objet de recours auprès de la Cour de droit administratif et public (dont deux ont abouti au Tribunal fédéral). Dans toutes les procédures, la Commune a obtenu satisfaction. Dans deux cas, la jurisprudence a évolué positivement pour la Ville, premièrement s'agissant de la possibilité d'étendre le contrôle des loyers sur dix ans après une aliénation, secondement sur le fait que procéder à une location commerciale de logements meublés nécessite un changement d'affectation.

Concernant la location de logements subventionnés (loi du 9 septembre 1975 et ses règlements d'application), 55 recours en Préfecture ont été déposés par des locataires ne répondant plus aux conditions légales d'occupation, principalement pour des raisons de revenus trop élevés ou de sous-occupation notoire.

Préservation du parc locatif

LDTR

Environ 480 dossiers de travaux ont été examinés par l'unité juridique afin d'en vérifier la compatibilité avec la LDTR. Ils ont abouti, après analyse, à la rédaction de 66 préavis, concernant 1'145 appartements, pour une surface totale de 70'362 m².

Durant l'année écoulée, 48 dossiers ont porté sur des rénovations et transformations. Le coût total cumulé des travaux soumis à la loi a égalé CHF 148'182'666.–.

En plus, onze demandes de démolition ont été autorisées, entraînant la destruction de 218 logements et, en contrepartie, la réalisation de 592 appartements neufs. Sept projets ont concerné des changements d'affectation.

Les loyers, qui se situaient avant travaux à CHF 191.– le m²/an en moyenne, ont été remis en location après rénovation et décision des autorités suivant la loi, à CHF 236.– le m²/an en moyenne.

Parmi les dossiers soumis, douze ont fait l'objet de décisions négatives de la part de la Municipalité (soit 18%). La Commune, qui a subordonné ces préavis à la condition que les loyers soient contrôlés durant dix ans après les travaux, n'a été suivie que dans 53% des cas par les autorités cantonales; le solde des autorisations porte sur des durées de contrôle des loyers plus courtes, allant jusqu'à cinq ans maximum.

LDTR et location meublée

Durant l'année écoulée, l'unité a continué sa lutte contre les abus rencontrés dans la location de logements meublés « à prix d'or ». Constatant que non seulement des personnes privées (non propriétaires), mais aussi des gérances captaient des petits logements à loyers raisonnables pour les remettre sur le marché sous la forme de meublés pour de courtes périodes à des loyers inaccessibles, la Commune a interpellé l'Etat, puis le Tribunal cantonal par sa Cour de droit administratif et public. Deux arrêts (AC. 2015.0056, AC.2015.0084) permettent maintenant de freiner ce phénomène.

LAAL

Conformément à l'art. 6 de la LAAL, la Commune a établi 89 préavis autorisant la vente de 89 appartements portant sur une surface totale 9'557 m², totalisant CHF 97'780'536.–, soit un prix moyen de CHF 10'321.– au m². La Commune a préavisé négativement quatorze ventes, mais n'a pas été suivie par l'Etat.

Contrôle des immeubles subventionnés

En application du droit cantonal sur le logement et de la délégation de compétence en découlant (du 13 juin 2003 et du 9 octobre 2014), prévoyant que la Commune doit surveiller les logements subventionnés, l'unité a contrôlé la situation financière et comptable (en collaboration avec le Service de la révision) du parc subventionné et contrôlé la situation lausannoise.

Statistiques

L'enquête annuelle sur les logements à Lausanne menée auprès des gérances, à l'attention de Statistique Vaud, a montré pour la treizième année consécutive que le marché reste extrêmement tendu, puisque le taux général d'appartements vacants en 2015 s'élève à 0.2%, alors qu'un marché équilibré devrait disposer de 1.5% à 2% de logements libres à louer.

Registre cantonal des bâtiments (RCB) et statistique de la construction (BauStat)

Le parc de logements lausannois totalisait, en décembre 2015, 76'088 logements dûment recensés et mis à jour dans le RCB par le service. Les mises à jour sont effectuées en flux continu, avec une clôture trimestrielle exigée par l'Office fédéral de la statistique dans le cadre de la statistique fédérale de la construction.

A titre de comparaison, le parc de logements subventionnés à Lausanne s'élevait à 7'541 logements, ce qui représente actuellement 9.9% du parc.

On enregistre une augmentation nette de 1'889 logements livrés ou en chantier au 31 décembre 2015 (le nombre brut s'élève à 2'359, 470 logements ayant été démolis en 2015). La part de nouveaux logements construits ou en cours de construction, sur des parcelles publiques ou en partenariat public-privé, relevant du programme 3'000 logements, se monte à 53.3%, correspondant à 1'008 nouveaux logements.

A titre de comparaison, en 2014, 1'791 logements avaient été construits ou étaient en chantier. La tendance à la hausse (+5.3%) se poursuit donc.

Loi sur l'harmonisation des registres (LHR)

La LHR vise à établir un lien univoque entre chaque personne inscrite au contrôle des habitants et les identificateurs fédéraux de bâtiment (EGID) et de logement (EWID) introduits dans le RCB, ce qui demande des mises à jour régulières et une collaboration étroite avec le Contrôle des habitants et les gérances immobilières privées. SLG a poursuivi son travail dans ce domaine en 2015.

COMPTABILITÉ ET INFORMATIQUE

Comptabilité

Dans le cadre du préavis N° 2012/34 (« *Programme d'entretien et importants travaux de remise en état de divers bâtiments des patrimoines financier et administratif – Demande de crédit-cadre 4^e étape (2013-2017)* »), plusieurs nouveaux objets urgents ont été intégrés :

Pour le patrimoine financier :

- place de la Palud 10/rue de la Louve 3 – réfection des toitures ;
- place de la Palud 10 et 11 – études de remise aux normes de la prévention incendie ;
- avenue Menthon 8 – études d'un projet de rénovation de l'enveloppe et de transformations intérieures ;
- avenue des Toises 14 – réfection appartement situé au rez-de-chaussée ;
- avenue Ansermet 3 – participation du propriétaire aux travaux de rénovation du café-restaurant.

Pour le patrimoine administratif :

- réaménagement des locaux du SLG : travaux de remise en état et de réaménagement des locaux, intégration des collaborateurs de l'unité ex-COLOSA et de la comptabilité de Direction LSP.

Le déménagement de l'unité comptabilité et informatique a permis de réunir, en fin d'année, la responsable de l'unité et son équipe et aussi d'intégrer dans les nouveaux locaux les comptables gérant le patrimoine ex-COLOSA.

Informatique

Suite au transfert au Service d'organisation et informatique (SOI) de la tâche de correspondant micro-informatique (CMI) du SLG, représentant 0.5 ept, un poste équivalent de gestionnaire de données, chargé de gérer les applications métiers, a été créé et son titulaire engagé.

Le logiciel de gestion immobilière OFIGER, qui pose problème, a dû être remplacé par GIMMO, notamment en raison du prochain retrait du marché de cette application. Le SLG et le Service social Lausanne (SSL) travaillent, en collaboration avec le SOI, à un projet de remplacement du logiciel.

Enfin, l'unité a conceptualisé et créé un nouvel intranet (plateforme SharePoint) qui se veut convivial et collaboratif.

LOGEMENT SOCIAL

Inscriptions aux logements subventionnés

Au total, 2'499 dossiers ont été traités en 2015 (dont 68% de nouvelles inscriptions). Les rotations sont de 493. Le nombre de visiteurs s'élève quant à lui à près de 11'500.

Révision des conditions d'occupation

Le bureau de la révision a contrôlé la situation de 2'424 locataires. Il a identifié 419 locataires ne répondant plus aux conditions légales, 165 baux ont ainsi été résiliés, 226 locataires ont vu leurs subventions partiellement ou totalement supprimées et 28 locataires sont désormais soumis à un supplément (contrôles extraordinaires). Le montant encaissé au titre de suppléments de loyer s'est monté à CHF 844'953.—.

Cellule logement

Avec 76 ménages au bénéfice d'un soutien actif et 127 nouvelles demandes de soutien, l'activité de la cellule logement correspond aux valeurs moyennes des années précédentes.

Dans le cadre du projet test « Housing First », ayant pour objectif de reloger des personnes souffrant de troubles psychiatriques sévères, la cellule logement propose des studios gérés par le SLG (marché libre et subventionné) et participe à l'évaluation des candidats, en collaboration avec l'équipe pluridisciplinaire du CHUV.

Actions de quartiers – Fête des voisins

La 11^e édition de la Fête des voisins s'est caractérisée par l'offre de kits plus étoffés grâce à de nouveaux partenaires, tels Afiro et la Confiserie Buet, ainsi que la livraison à vélo des « sacs apéros » (produits alimentaires du kit) des organisateurs lausannois. Une fête de lancement a été organisée au Vallon en collaboration avec l'association de quartier et le centre d'animation de la Cité. L'édition du 29 mai 2015 a enregistré 308 fêtes, totalisant ainsi plus de 10'000 participants.

GÉRANCE IMMOBILIÈRE 1 (CPCL/EX-COLOSA/SILL S.A.)

Dans un contexte de pénurie de logements vacants marquée, le patrimoine de la CPCL (y compris ex-COLOSA), qui compte 3'956 logements, a enregistré environ 400 mutations de locataires. Le parc de la SILL S.A. compte, quant à lui, 118 logements en location, répartis dans deux bâtiments à l'avenue de Provence, un bâtiment au chemin de Bonne-Espérance 32 et un bâtiment à la place de la Sallaz, qui ont fait l'objet d'une première mise en location. Il est aussi à noter que les collaborateurs/trices de l'ex-COLOSA ont pu intégrer les locaux du SLG à Chauderon 9 (étages E1 et E2) et ainsi libérer les locaux de l'avenue de Morges 60e.

GÉRANCE IMMOBILIÈRE 2 (PATFIN/DDP/PML)

Le patrimoine financier, qui compte 756 logements, a enregistré 22 mutations de locataires.

Le restaurant du lac de Sauvabelin a fermé pour cause de rénovation (ouverture prévue en 2016), alors que la Pinte à Fromage a fait l'objet d'un changement de tenancier.

Pour la 2^e année consécutive, la Grenette et la halte jeux ont animé le secteur nord de la place de la Riponne.

Conformément à la planification, les anciens abattoirs de Malley ont été désamiantés et démolis.

PATRIMOINE ADMINISTRATIF

Gestion technique

La mission d'entretien courant et les travaux spéciaux se sont poursuivis, tout en absorbant les divers et imprévus.

Parmi les importants projets et travaux réalisés, il convient de citer les objets suivants :

- route Aloys-Fauquez 10 : changement d'affectation en vue de l'aménagement d'un local en lieu d'accueil parascolaire de douze places pour le Service d'accueil de jour de l'enfance (SAJE) ;
- avenue des Boveresses 27B, halte-jeux Rataboum : projet de remplacement du pavillon existant et mise à l'enquête ;
- place Chauderon 4 : suivi des problèmes d'automatisation des stores et de la gestion de la régulation Mesure – Commande – Régulation (MCR) afin d'optimiser les valeurs durant les quatre saisons ;
- place Chauderon 9 : réaménagement du 5^e étage (SEP+S, SPS et SSPr) et réhabilitation des locaux de l'atelier de numérisation en locaux administratifs pour le SSL et ST ;
- avenue Dapples 50, Maison de quartier Sous-Gare : remplacement complet de la production de chaleur et d'eau chaude sanitaire avec ébouage des conduites et radiateurs ;
- avenue d'Echallens 2a, bibliothèque municipale jeunesse : afin d'atténuer des charges sonores excessives, aménagement des espaces avec des atténuateurs de bruit aux plafonds et murs ;
- avenue Ernest-Ansermet 3, Casino de Montbenon : remplacement et sécurisation des porteuses (perches d'éclairage) de scène de la salle Paderewski, finalisation de la rénovation et transformation de la Brasserie de Montbenon et suivi technique pour le compte patrimoine financier ;
- rue Escaliers-du-Marché 2 : réhabilitation de locaux en bureaux pour le Service du développement de la ville et de la communication (DevCom) ;
- avenue Jaques-Dalcroze 5, Théâtre de Vidy : transformation des loges de l'étage ;
- rue de la Louve 2 : installation d'un système d'alarme sonore pour l'évacuation du bâtiment en cas de feu ;
- avenue Montelly 13, centre de vie infantine (CVE) de Montelly : réaménagement de l'agencement de la cuisine à la nurserie nord ;
- place de la Navigation 10 : projet d'extension du poste de police de quartier d'Ouchy ;
- place de la Palud 2 : aménagement à la direction du Service de la culture (CULT), remplacement de la batterie principale d'eau et installation d'une boucle magnétique pour malentendants aux salles des mariages et du Conseil communal ;
- rue du Port-Franc 18 : divers réaménagements intérieurs suite à la réorganisation des services et suivi des infiltrations d'eau ;
- chemin de la Prairie 52, CVE de la Mezzanine : remplacement de la chaufferie ;
- avenue de Sévelin 34 : pose d'un revêtement hydrofuge sur le plancher de la mezzanine du café des Docks (2^e étape) et pose d'une nouvelle cabine de douche pour les artistes ;

- rue des Terreaux 18 : étude de faisabilité, projet et changement d'affectation pour l'aménagement d'un cabinet dentaire scolaire ;
- avenue du Théâtre 12, Opéra de Lausanne : augmentation de la capacité et mise en conformité ECA du salon Bailly ;
- rue de la Vigie 6 : réaménagement du premier étage pour les besoins du Service de protection et de sauvetage ;
- vallée de la Jeunesse 1 : projet d'extension de l'espace des inventions ;
- écoles à la montagne (EM) : analyse, rapport et mise en place des concepts de sécurité dans les trois EM avec le soutien de l'ingénieur communal de sécurité ;
- isolation acoustique : réfectoires des EM des Chevalleyres et du Planemard, salle de jeux de la Maison de quartier Sous-Gare et bibliothèque municipale jeunesse (Echallens 2a) ;
- installation de sécurité : pose d'un système de détection incendie/eau dans les locaux de la Collection suisse de la danse à l'avenue de Villamont 4, amélioration et mise aux normes de l'éclairage de secours et de la signalétique aux EM des Chevalleyres et à la Barboleuse, installation d'une alarme sonore à la Collection de l'Art Brut (CAB) et pose d'alarmes technique et effraction pour le dépôt de la CAB à la place Chauderon 16 ;
- réaménagement des locaux du SLG à la place Chauderon 9 permettant d'accueillir les collaborateurs/trices de l'ex-COLOSA et de la comptabilité de direction.

Concernant les projets d'investissement, le préavis crédit d'études pour la rénovation et transformation du cinéma « Le Capitole » a été adopté par la Municipalité et transmis au Conseil communal. Par ailleurs, un compte d'attente a été ouvert pour les études de rénovation et de transformation du Théâtre de Vidy.

Unité d'exploitation et de nettoyage

Cette unité a fourni un appui précieux et efficace dans la réalisation des projets ci-dessous :

- place Chauderon 9 : remplacement des monoblocs de ventilation ainsi que la partie commande de la régulation, installation de désenfumage et pose de portes EI 30 dans les gaines techniques, remplacement des détecteurs feu et du logiciel de gestion de l'installation d'alarme incendie et aménagement de locaux au 1^{er} sous-sol ;
- rue du Port-Franc 18 : suivi de l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture (mandat SiREN) et remplacement de l'échangeur de chaleur ;
- outre les nettoyages courants du patrimoine administratif, les nettoyages spécifiques de fin de chantier, de lustrage et de fenêtres ont été réalisés : rue de l'Ale 31 ; place Chauderon 5, 7, 9 et 11 ; rue des Terreaux 22 ; rue du Port-Franc 18 ; place de la Palud 2 et 7 ; rue Escaliers-du-Marché 2 ; rue de la Louve 1 ; rue de Genève 52 ; avenue de Sévelin 36 ; place de la Navigation 10 ; avenue des Bergières 7, 9 et 11 ; place de la Cathédrale 6 ; avenue d'Echallens 2a ; rue du Maupas 34 et 47 ; avenue des Figuiers 28 et route du Signal 46.

Finalement, un système de contrôle de qualité a été mis en place pour les locaux sanitaires et cafétérias de plusieurs bâtiments. Ce système sera déployé au fur et à mesure sur l'ensemble du patrimoine.

Secrétariat et location

Outre les prestations courantes, l'unité a mené à terme les actions suivantes :

- gestion immobilière : CVE et accueil pour enfants en milieu scolaire (APEMS) chemin des Diablerets pour le compte du SAJE, reprise des baux pour le compte du SPS, mutations dans l'outil métier de gestion, établissement de baux pour les usagers de l'avenue de Sévelin 36, SJL et SEP+S, analyse de baux, préparation de conventions avec les utilisateurs externes des locaux appartenant à la Ville de Lausanne, gestion des baux suite à des résiliations ou à de nouvelles prétentions et, le cas échéant, représentation auprès de la Commission de conciliation ;
- location, attribution et optimisation de locaux : rue Escaliers-du-Marché 2 – ancien appartement du concierge réhabilité et attribué au DevCom, rue de Genève 52, 2^e étage – attribué au SSL suite au départ du SSPr ; rue des Terreaux 18 – création d'un cabinet dentaire scolaire en remplacement de celui de St-Roch pour le SSPr, place de la Navigation 10 – extension du poste de police d'Ouchy et place Chauderon 16 – dépôt pour la Collection de l'Art Brut ;
- création d'un formulaire intranet pour les demandes d'attribution et de location et récolte de données auprès des services (nombre de postes de travail par site) ;
- gestion de 18 locations de la cantine de Sauvabelin.

SECTION TECHNIQUE

Pour le patrimoine de la Ville de Lausanne

La section technique a poursuivi les travaux de rénovation des bâtiments suivants grâce au crédit-cadre 4^e étape :

- réfection des toitures de la place de la Palud 10 et de la rue de la Louve 3, débuté en automne 2015 ;
- étude réalisée pour la remise aux normes de prévention incendie des cages d'escalier de la place de la Palud 10 et 11 ;
- établissement d'un projet de rénovation de l'enveloppe et de transformations intérieures de l'avenue Menthon 8 ;
- mise à l'enquête de la rénovation des installations techniques et des terrasses de l'Auberge du lac de Sauvabelin ;
- étude de plusieurs variantes de rénovation de l'appartement du rez de l'avenue des Toises 14. Ce dernier sera transformé en locaux pour association. Un dossier a été déposé à l'enquête publique.

Elle a aussi mené les travaux suivants grâce au crédit-cadre Routes et mobilité :

- aménagement du parking en surface au chemin de Bonne-Espérance 34-36 ;
- réfection des places de parc et d'accès à l'avenue Dapples 50 (en cours).

Finalement, elle a mené à bien les travaux suivants à travers divers préavis :

- réfection de l'immeuble dit « Le Pointu » à la rue Neuve 2 (en cours) ;
- assainissement et démolition des halles des anciens abattoirs de l'avenue du Chablais 18 ;
- remplacement de la citerne de carburant de la station service du port d'Ouchy (en cours) ;
- mise aux normes des installations électriques des immeubles de la route du Signal 27 et 27b.

Pour le patrimoine de la CPCL

Plusieurs chantiers de rénovations lourdes ont été menés ou sont en cours :

- rénovation des techniques de l'immeuble de la rue du Maupas 81 ;
- travaux de prévention incendie (4^e étape - phase 2), remplacement de la ventilation et désenfumage des gaines techniques (6^e étape - phase 1) des bâtiments de la place Chauderon 7-9-11 ;
- transformation du bâtiment de la rue St-Matin 31 en bureaux, remplacement de la distribution de froid dans les locaux de la rue St-Martin 33 et adaptation des locaux de CP dans les immeubles de la rue St-Martin 29 et 33 ;
- mise en location des appartements de l'immeuble du chemin des Diablerets 11, labellisé Minergie ECO ;
- réalisation d'un nouvel immeuble de quarante logements avec surfaces commerciales à l'avenue de Chailly 12, en partenariat avec la Caisse de pension de la Banque cantonale vaudoise ;
- construction de huit immeubles totalisant 133 logements dans le quartier des Fiches Nord nécessitant un investissement intense ;
- gestion des entreprises travaillant sur l'affaissement de dalles de la terrasse de l'avenue d'Echallens 30, survenu après la réception des travaux, sous le régime de la garantie pour les défauts cachés ;
- développement du projet de Maison du livre et du patrimoine et sa gestion administrative, en partenariat avec la direction générale de projet et le bureau d'aide à la maîtrise de l'ouvrage, mis en place par la CPCL. Le dossier d'enquête a été déposé en juillet 2015, indépendamment des autorisations fédérales (pont) et cantonales (plan de quartier) ;
- installation d'un fitness urbain sur la terrasse de la place Chauderon 9 en collaboration avec le Service des sports.

Pour le patrimoine CPCL – ex-COLOSA

Plusieurs dossiers sont ouverts :

- dépôt de la demande de permis de construire de trois immeubles « Minergie » de 99 appartements à la route du Pavement 41 à 63 et transmission d'un premier lot de soumissions aux entreprises, correspondant au 75% ;
- suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation sur l'énergie, obligeant à isoler les immeubles concernés par des rénovations lourdes, intégration de cette contrainte à la demande de permis de construire des immeubles sis à la rue de la Borde 45-47-49-49 bis et à la rue des Crêtes 26-28 ;
- inauguration de la peinture murale de l'artiste Zep sur le pignon ouest de l'immeuble de la rue Cheneau-de-Bourg 2.

BUREAU DE DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER

3'000 logements

Le bureau a contribué, dans le cadre de l'opération 3'000 logements, à la construction et au développement de 19 projets, totalisant 1'919 logements, soit 192 réalisés, 795 en chantier et 932 en cours de développement.

Le tableau ci-dessous présente les nouveaux logements livrés, mis en chantier ou en développement en 2015 :

Nom du projet	Programme	Statut
Chemin de Bonne-Espérance 30-32	59 logements (40 subventionnés + 19 régulés)	Livré début 2015
Avenue de Morges 139	104 logements (1/4 PPE ; 3/4 location : subventionnés, régulés et protégés)	Livré mi 2015
Avenue de la Sallaz	29 logements (régulés)	Livré fin 2015
Fiches lots 8-9 - SILL S.A.	131 logements (subventionnés, régulés et PPE)	Chantier en cours ; livraison 2016
Fiches lot 7 - CPCL	133 logements marché libre, dont 17 réservés aux seniors	Chantier en cours ; livraison 2016
Chemin de Bochardon 11-13	13 logements (régulés en coopérative d'habitants)	Chantier en cours ; livraison 2016
Rue de Sébeillon est (réalisation privée suivie par le SLG)	358 logements en location (marché libre)	Chantier en cours ; livraison 2016
Avenue de Sévelin	70 logements subventionnés, 90 chambres d'étudiants	Chantier en cours ; livraison 2018

Pra-Roman Nord	88 logements (régulés en coopérative d'habitants)	Mise à l'enquête fin 2015, ouverture chantier 2016
Route du Pavement	99 logements (subventionnés)	En phase d'étude
Réservoir du Calvaire	194 logements (subventionnés, protégés, régulés, marché libre)	Mise à l'enquête fin 2015, ouverture chantier 2016
Fiches lot 11 - SILL S.A.	185 logements (subventionnés, régulés, marché libre)	Mise à l'enquête fin 2015, ouverture chantier 2016
Fiches lot 6 - FLCL	24 logements (subventionnés)	Permis accordé, ouverture chantier 2016
En Cojonnet - SILL S.A.	98 logements (régulés - collocations pour étudiants)	Mise à l'enquête début 2016, ouverture chantier 2016
Jorat / Pont-Rouge	42 logements (régulés et PPE)	Mise à l'enquête mi 2016, ouverture chantier 2016
Avenue de Morges 58	79 logements (subventionnés, régulés et marché libre)	Mise à l'enquête début 2016
En Cojonnet - SCHL	38 logements (régulés)	En cours de développement
Rue Saint-Martin 16-18	73 logements	En cours de développement
Route du Châtelard 26	12 logements subventionnés	En cours de développement

Métamorphose

Engagé dans la direction de projet des Plaines-du-Loup, le bureau de développement immobilier a participé aux avancements marquants suivants :

- participation à l'établissement du plan partiel d'affectation 1 ;
- rédaction du rapport-préavis N° 2015/68 (« *Octroi à la Municipalité d'une enveloppe financière de CHF 6'000'000.— en vue de l'octroi de prêts chirographaires à des coopératives d'habitants impliquées dans la construction du plan partiel d'affectation N°1 de l'écoquartier des Plaines-du-Loup* »);
- établissement du dossier d'appel d'offres d'investisseurs du PPA 1 et lancement de la procédure d'appel d'offres ;
- présence au 11^e Salon de l'immobilier de Lausanne avec un stand Métamorphose et participation à des conférences (Cobaty, Ecoquartier, etc.).

Rénovation du patrimoine financier de la Ville

Le bureau a aussi été chargé de la planification de la rénovation du patrimoine financier de la Ville :

- finalisation de l'étude stratégique sur la rénovation et l'entretien du patrimoine ;
- participation à la rédaction du préavis N° 2015/50 (« *Vente à l'Etat de Vaud du Palais de Justice de Montbenon – avenue Ernest-Ansermet 2; vente à l'Etat de Vaud d'une partie du bâtiment administratif et commercial place de la Riponne 10; promesse de vente à l'Etat de Vaud de la parcelle agricole n° 222 – Romanel-sur-Lausanne; octroi d'un crédit d'investissement du patrimoine financier de CHF 40'000'000.— pour une première étape d'assainissement énergétique et de rénovation des bâtiments de la Ville de Lausanne; réponse au postulat de Mme Florence Germond: "Pour un assainissement énergétique des bâtiments sur la commune de Lausanne grâce aux aides fédérales et cantonales"* »);
- préparation de l'appel d'offres « Bureau d'assistance au maître d'ouvrage », établissement des cahiers des charges et planification des travaux de la 1^{re} tranche de rénovation du patrimoine financier.

PPA et plans de quartier

Le bureau a également collaboré aux réflexions relatives à la planification des quartiers du Vallon et de Malley-Centre.

Partenariat interservices

Le bureau a été sollicité pour accompagner la durabilité et l'économicité de sept projets de construction ou de rénovation : rue Neuve 2, chemin de Montelly 34 à 44, route de Berne 7, les collèges de Montblésson, des Fiches et de Petit-Vennes, rue de l'Industrie 6 et rue Saint-Martin 16-18.

Communication

Les principales actions ont été menées dans les domaines suivants :

- organisation de l'exposition « *10 ans du logement pour tous 2005-2015* », au Forum de l'Hôtel de Ville, du 18 septembre au 10 octobre, retraçant la politique du logement de ces dix dernières années ;
- communication sur le retour d'expérience du projet 3'000 logements durables et, plus largement, des réalisations de constructions menées et planifiées par la Ville (journée d'étude « *Constructions hors zone à bâtir: comprendre* » de l'Association suisse pour l'aménagement national ; cours sur la planification et la réalisation de bâtiments et quartiers durables à la Haute école d'ingénierie et d'architecture de Fribourg ; tables rondes organisées par l'Association écoquartier ; etc.);
- membre du comité de direction de l'Association Eco-Bau et du groupe Développement durable du Canton de Vaud.

SERVICE BIBLIOTHÈQUES ET ARCHIVES DE LA VILLE (BAVL)

PRINCIPALES TÂCHES DU SERVICE

Politique du livre

- mise en œuvre de la politique municipale en matière de politique du livre et de la lecture

Bibliothèque

- politique documentaire : organiser et gérer l'offre documentaire du réseau des bibliothèques en fonction des publics, de leurs pratiques et des transformations de l'environnement éditorial
- service au public : organiser l'accueil des différents publics pour offrir un service de qualité
- médiation : proposer un programme d'animations et d'expositions pour tous les publics ainsi que des accueils de groupes, notamment scolaires
- préservation courante des collections : organiser les travaux de reliure et d'entretien ainsi que l'équipement des documents destinés au prêt

Archives de la Ville

- mise en œuvre de la politique municipale en matière de gestion du patrimoine documentaire, y compris audiovisuel, issu de l'administration communale comme de personnes physiques ou morales privées. Constitution d'archives historiques et action pour une bonne gouvernance documentaire au sein de l'administration
- services au public : offrir un accueil de qualité pour guider, informer et soutenir les différents publics
- médiation : proposer des animations publiques ou pédagogiques
- gestion d'une bibliothèque et d'une documentation d'intérêt scientifique et patrimonial sur Lausanne et sa région
- gestion d'un centre de numérisation pour la préservation et la communication des archives historiques notamment

Centre BD de la Ville

- mise en œuvre de la politique municipale en matière de gestion du patrimoine documentaire touchant la bande dessinée et constitution d'archives historiques et de collections de référence
- centre de compétence et de mise en valeur des fonds pour recherches, expositions et manifestations publiques, notamment avec le festival lausannois BD-FIL

EFFECTIF DU PERSONNEL

Tableau 1.1. - plan des postes

Unité administrative	1 ^{er} janvier		31 décembre	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Centre BD de la Ville	1.30	1.30	1.30	1.30
Les Archives de la Ville	7.40	7.40	7.40	7.40
Les Bibliothèques de la Ville	42.93	42.93	43.03	43.03
Total service	51.63	51.63	51.73	51.73

Tableau 1.2.- variation en ept alloués

Unité administrative	du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Total service	+ 0.10

Tableau 2.1. - personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	1 ^{er} janvier		31 décembre	
	n	ept	n	ept
Centre BD de la Ville	2	1.30	2	1.30
Les Archives de la Ville	8	7.40	9	7.40
Les Bibliothèques de la Ville	62	42.93	63	43.03
Total service	72	51.63	74	51.73

Note : les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Tableau 2.2. - apprenti-e-s

Unité administrative	1 ^{er} janvier	31 décembre
Archives de la ville	1	1
Les Bibliothèques de la Ville	1	1
Total service	2	2

Tableau 2.3. - mouvements du personnel, excepté transfert inter-service (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

	du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	1	3

Tableau 2.4. - motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Convention de départ	
Décès	
Démission	1
Départ à la retraite	
Fin de contrat	
Licenciement fin droit traitement	
Licenciement invalidité totale	
Licenciement juste motif	
Licenciement reconversion ext.	
Licenciement suppression poste	
Total service	1

ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

L'année 2015 a été intense et caractérisée par l'aboutissement de projets stratégiques : la politique du livre et de la lecture a pris un bel envol soutenu par l'ouverture de la page facebook du BAVL (Signé Lausanne). L'équipe de la bibliothèque de Grand-Vennes s'est installée dans ses nouveaux locaux place de la Sallaz et le marché public destiné à renouveler le logiciel des bibliothèques a été adjugé. Le projet de gestion documentaire porté conjointement par le Service d'organisation et d'informatique (SOI) et les Archives a été finalisé. Le Centre BD a pu revitaliser ses liens avec le festival BD-FIL et joue désormais pleinement son rôle de partenaire culturel.

L'offre numérique se développe aux bibliothèques comme aux archives : près de 300 personnes ont eu recours à l'offre de livres numériques (2'924 prêts), alors que l'application pour consulter et télécharger les quotidiens et magazines, accompagnée par des formations offertes par le service, a connu une belle croissance et oscille désormais autour de 1'000 connexions mensuelles. 738 prêts sur place ou à domicile de tablettes et liseuses ont été également dénombrés (2014 : 289). La web TV des archives permettant de diffuser les archives filmiques et sonores lausannoises, ouverte en mars 2011, suscite désormais près de 1'200 visionnements par mois.

Des actions hors les murs portées par l'équipe de Montriond ont été une fois encore couronnées de succès : on relèvera le projet interinstitutionnel mené avec la Maison de quartier Sous-Gare pendant trois mois (« Héros et Inconnus »), et la 3^e édition des « Pieds dans l'eau, la tête dans les livres » à la piscine de Bellerive. En 2015, la présence des bibliothécaires a pu être étendue sur sept semaines (quatre semaines en 2014) tandis qu'une offre d'animations était programmée durant les week-ends par l'association « La Suisse raconte ». Au total, 6'375 prestations ont été dénombrées.

Dans ce contexte, la part quantifiée des prestations au public reste stable compte tenu des fermetures exceptionnelles du bibliobus et du site de Grand-Vennes, avec 890'178 prêts enregistrés dans le logiciel des bibliothèques (2014 : 899'225). Avec les prestations numériques et les activités estivales, non répertoriées dans le logiciel, le décompte général du réseau des bibliothèques est en légère progression pour s'établir à 908'429 prestations (901'000 en 2014). Le nombre de lecteurs actifs est également stable avec 23'860 personnes (23'713 en 2014).

Sur le volet patrimonial, indépendamment des prestations en ligne en nette croissance, l'activité d'accueil aux archives a été moins intense avec 1'639 prestations (2'183 en 2014), portées par 919 utilisateurs dont 584 inscrits en 2015. La part des prestations administratives est stable.

Avec la nouvelle direction du festival BD-FIL, le Centre BD a entamé une collaboration fructueuse : il a coréalisé une des expositions phares du festival consacrée à Mickey. Il a également participé à l'édition du 1^{er} numéro de la revue du festival – *Bédéphile* – en offrant trois contributions.

Enfin, seul bémol au tableau, le projet de Maison du livre et du patrimoine (MLP) est toujours dans l'attente des levées des oppositions aux axes forts par l'Office fédéral des transports.

Les faits marquants se résument ainsi :

- projet de MLP au Flon : mise à l'enquête publique du projet et interruption temporaire en attendant le traitement des oppositions aux axes forts. Le chef de projet a poursuivi son travail préparatoire pour les sept sites concernés : les besoins budgétaires ont été affinés en vue de la rédaction du préavis d'équipement et de l'appel d'offres, tout en impliquant le personnel pour déterminer les formes d'organisation des espaces publics ;
- bibliothèque de La Sallaz : déménagement et installation réussie de l'équipe de Grand-Vennes à La Sallaz ;
- politique du livre : nomination de la déléguée à la politique du livre. Organisation de la remise du prix du Roman des Romands. Partenariat avec la commune de Ferizaj (Kosovo) pour soutenir la bibliothèque kosovare (offre de livres) et proposer une offre documentaire en albanais dans le réseau des bibliothèques lausannoises en coordination avec l'ensemble des associations lausannoises concernées. Remise du premier prix des lecteurs de la Ville de Lausanne à Sébastien Meier, lancement de la 2^e édition du prix avec partenariat presse (24Heures) et le Cercle littéraire. Remise

de la 1^{re} bourse littéraire à David Bosc. Gestion des demandes de soutien à l'édition et mise en place d'une démarche conventionnelle en faveur de certains éditeurs avec le Canton de Vaud. Programme de médiation avec rencontres d'auteurs, en collaboration avec des libraires ou des associations;

- système informatique du réseau des bibliothèques : lancement de deux marchés publics pour le renouvellement du logiciel des bibliothèques et l'équipement RFID. Adjudication du marché et lancement des opérations avec le SOI;
- gouvernance documentaire de l'administration : rédaction achevée d'un préavis pour concevoir et implanter une gestion documentaire efficace au sein de l'administration, en collaboration avec le SOI;
- communication du BAVL : création d'une signature de marque pour le BAVL « Signé Lausanne ». Ouverture de la page facebook du service. Refonte du site des bibliothèques sur lausanne.ch. Collaboration avec la Bibliothèque cantonale pour unifier la communication sur l'offre de prêt à domicile pour les personnes à mobilité réduite. Communication sur les animations et les activités culturelles du service déclinée sous la forme de feuillets, d'affichettes et d'affiche mondiale. 41 animations ont bénéficié d'une communication produite à l'interne selon la charte graphique. Réorganisation complète de l'intranet du service;
- publication : Frédéric Sardet : « Bibliothèques et Archives de la Ville de Lausanne: Design d'un service à l'horizon 2025 » in *Forumlecture*, n° 1, 2015 (http://www.forumlecture.ch/sardet_2015_1.cfm).

POLITIQUE DU LIVRE

La déléguée à la politique du livre est entrée en fonction le 1^{er} avril. Le soutien aux éditeurs a été mené sans difficulté et les subventions octroyées en conformité avec les objectifs du préavis fixant le cadre de la politique du livre lausannoise. La convention liant la Ville de Lausanne à d'autres instances publiques vaudoises et genevoises pour soutenir la revue *Belles-Lettres* a été prorogée. Des discussions avec le Canton de Vaud ont permis de préparer un modèle de convention commun avec des éditeurs de la place.

Une 1^{re} rencontre a été organisée avec la quinzaine de libraires lausannois afin de renforcer les collaborations futures.

Une part fondamentale du travail touche la médiation littéraire. Des partenariats ont permis de coordonner les actions du service avec celles d'associations mettant la médiation littéraire romande au cœur de leur démarche, comme Tulalu, Le Cran littéraire ou la Voie des arts (boîtes à livres et Nuit de la lecture).

Geste innovant de la politique lausannoise en matière de lecture, le Prix des lecteurs de la Ville de Lausanne vise à encourager la lecture des auteurs de notre région en constituant un jury de lecteurs lausannois non professionnels et en assurant la promotion des œuvres en lice par les bibliothèques. Ce prix est également un encouragement à la création littéraire romande grâce à une dotation importante de CHF 20'000.– pour le lauréat avec résidence d'auteur au Château de Lavigny, institution partenaire du prix. Enfin, il est l'occasion d'une intensification de la médiation littéraire en ville. Ce prix a été remis pour la 1^{re} fois lors d'une cérémonie à l'Arsenic, à Sébastien Meier. La 2^e édition a été lancée avec succès : le Cercle littéraire accueille les brunchs organisés avec les six nominés du Prix des lecteurs 2016. La fréquentation des brunchs est maximale avec nonante inscriptions à chaque rencontre, grâce notamment à une bonne communication tant par les réseaux sociaux que par l'intermédiaire des médias (partenariat 24Heures et La Télé).

D'autres actions à relever ont été menées au cours de l'année :

- table ronde « Histoire de la littérature en Suisse romande : quel rôle pour Lausanne » en juin au Musée Historique avec des spécialistes du domaine en écho à la publication de l'« Histoire de la littérature en Suisse romande » chez Zoé;
- vernissage chez et en collaboration avec Payot du livre de Quentin Mouron paru aux éditions parisiennes La Grande Ourse;
- intensification des liens avec Le Livre sur les Quais grâce à une croisière sur le Léman avec les auteurs lausannois;
- programmation à Chauderon d'un cycle de rencontres dédiées aux actualités des éditeurs lausannois (Antipodes, Morat-tel, Art et Fiction, Age d'Homme et Plaisir de Lire);
- vernissage du nouveau kamishibai des éditions Paloma « Cornelia, l'oie qui voulait chanter » à la bibliothèque Jeunesse.

BIBLIOTHÈQUES DE LA VILLE

Faits marquants

- ressources humaines : une nouvelle cheffe de groupe a été engagée pour La Sallaz. Une formation sur mesure, soutenue par le Service du personnel, a débuté avec les bibliothécaires du réseau pour mieux faire face aux comportements agressifs. Partenariat avec la Passerelle culturelle pour l'insertion professionnelle de personnes en situation de handicap;
- activité de prêt : dans un environnement globalement stable mais dynamique, le site de Chailly enregistre une hausse régulière de sa fréquentation. Le site de Montriond a stoppé l'érosion de son lectorat. Le site de Grand-Vennes, fermé pour déménagement et le bibliobus perturbé par de nombreuses indisponibilités de son chauffeur-bibliothécaire, ont connu une baisse des prêts tout à fait logique. A Entre-Bois, les difficultés relationnelles rencontrées avec des adolescents difficiles posent problème à la petite équipe comme au public avec une baisse des emprunts qui peut, avec prudence cependant, être corrélée à ce phénomène. A la bibliothèque Jeunesse, après des années de croissance forte, le volume de prêts se stabilise;

- l'offre numérique participe pleinement des prestations des bibliothèques (presse en ligne, e-books, prêts de tablettes et liseuses étendue en 2015 à trois sites du réseau) demeure encore marginale quantitativement (1.4% des prestations);
- actions hors les murs : la prestation « Livres à domicile » en partenariat avec le Mouvement des Aînés pour faciliter le prêt de livres en faveur de personnes à mobilité réduite a débouché sur une campagne d'information commune avec la Bibliothèque cantonale. Onze bénévoles apportent leur soutien à vingt personnes souvent en manque de contacts; une action modeste mais socialement fondamentale. Pour sa 3^e édition, la piscine de Bellerive a permis, durant sept semaines, de proposer livres et magazines mais également des animations quotidiennes pour les enfants, y compris le week-end avec l'association La Suisse raconte. Un accord avec le Service des sports a permis d'offrir 1'000 entrées à la piscine aux usagers des bibliothèques, afin de promouvoir la démarche. Une fois par mois durant la belle saison, des lectures sont proposées au parc de la Brouette par la bibliothèque Jeunesse, opération très appréciée. A la Bourdonnette, les échanges avec les enseignants et le Centre socio-culturel se sont poursuivis dans le cadre du projet « Place au soleil » avec un stand de livres pendant deux semaines au début des vacances d'été;
- l'équipe de Montriond a également poursuivi le projet « 123 Albums », occasion de rencontres entre classes du secondaire et personnes âgées en EMS/UAT ou appartements protégés. Deux classes et sept institutions (EMS, EMS psychogériatrie, UAT, appartements protégés) ont activement participé;
- formation : l'apprentie a bénéficié d'un stage à la Bibliothèque cantonale et universitaire – Lausanne (BCUL) avant d'être accueillie aux Archives de la Ville de Lausanne. Les bibliothèques ont accueilli huit stagiaires (pré-HES, en cours de formation HES ou en réinsertion professionnelle, cinq en 2014) et vingt personnes ont bénéficié de la « Semaine découverte » pour faciliter leur orientation ou leur reconversion professionnelle. Une adjointe intervient régulièrement comme experte aux examens de fin d'apprentissage. Un partenariat avec la Passerelle culturelle a permis à l'équipe de Grand-Vennes d'accueillir dès novembre 2015, une jeune femme en formation durant trois ans, faisant du service une structure d'accueil originale et novatrice pour l'insertion professionnelle de personnes en situation de handicap au sein de la Ville;
- accueil des publics : des améliorations architecturales ont été menées à la bibliothèque Jeunesse et à Chauderon. D'une manière générale, l'accueil ne suscite pas de grosses difficultés à l'échelle du réseau. Toutefois, à la bibliothèque Entre-Bois, plusieurs actions ont dû être menées afin d'éviter des incivilités. Des règles claires ont été posées et la disposition des tables de travail a été repensée afin d'éviter les regroupements. En dépit de ces mesures élémentaires et le soutien momentané de travailleurs sociaux hors mur (TSHM), les problèmes subsistent, notamment dès qu'il fait froid, la bibliothèque faisant alors office de refuge pour les jeunes, sans pour autant qu'une part d'entre eux accepte de se plier aux exigences minimales de la vie en commun dans une bibliothèque;
- délégations externes : le chef de service est membre du comité de la Fondation C.-F. Ramuz. La responsable de la bibliothèque Jeunesse a rejoint le « Groupe référence Lausanne amie des enfants ». La déléguée à la médiation culturelle du service a rejoint le comité de l'association professionnelle BiblioVaud.

Gestion des collections et vie du réseau des bibliothèques

La politique documentaire des bibliothèques propose une approche globale pour garantir une offre de qualité répondant aux attentes des publics. Compte tenu des usages multiples que la population fait des bibliothèques, le travail mené avec les cadres et une vingtaine de bibliothécaires en charge des acquisitions, vise à privilégier l'attractivité de l'offre en veillant à une présentation aérée et accessible des documents selon les âges (limitation à six du nombre d'étagères aux rayons avec un taux de remplissage permettant de mettre un ouvrage de face sur chaque étagère). Garantir une bonne signalétique participe également au travail mené pour que les bibliothèques soient effectivement des lieux de médiation de l'information et de la culture. En 2015, ont été spécifiquement mis en valeur, la bande dessinée (nouveau-tés, littérature secondaire), les littératures érotiques et le secteur des langues. Des objectifs ont été fixés avec les sites de quartier pour mieux définir leur offre. Un important travail d'élimination d'ouvrages désuets ou ne répondant plus aux besoins des publics a été entrepris. L'offre de DVD et Blu-ray a été étendue sur tous les sites. Le dépôt de la bibliothèque Jeunesse a été éliminé, certaines parts rejoignant la bibliothèque patrimoniale des Archives de la Ville.

Dans le respect du planning fixé lors de l'adjudication, le changement de logiciel des bibliothèques a impliqué un groupe de travail autour d'une cheffe de projet pour préparer la migration des données. Le SOI collabore étroitement à ces opérations.

Evolution nette de l'offre documentaire des bibliothèques

	2015		2014		2013		2012	
	Fonds	Acquis	Fonds	Acquis	Fonds	Acquis	Fonds	Acquis
Chauderon	87'946	12'880	92'764	15'199	101'153	14'916	102'973	10'538
Bibliothèque Jeunesse	44'759	5'389	55'194	5'978	61'425	5'371	61'924	5'013
Entre-Bois	26'637	3'522	26'340	3'425	26'787	3'782	27'039	2'892
Montriond	26'554	4'958	31'592	4'190	32'943	4'991	33'961	3'243
Grand-Vennes	22'968	3'137	24'350	3'055	26'384	3'429	26'457	2'421
Bibliobus	7'015	936	7'680	982	8'409	1'373	8'370	994
Chailly	9'078	1'340	8'844	1'271	8'385	1'532	7'885	674
Réserve	67'569	18	69'298	31	69'518	15	70'559	30
Total	292'526	32'180	316'062	34'131	335'004	35'409	339'168	25'805

Reliure et entretien des livres

En 2015, l'atelier de reliure a traité 22'341 livres neufs (2014 : 22'708) et effectué 450 réparations (2013 : 595) pour éviter d'éliminer des livres encore empruntés par le public. Le personnel de l'atelier de reliure participe toujours activement à la préparation matérielle des expositions et l'élaboration d'agencements mobiliers pratiques et peu onéreux.

Accueil des publics et médiation culturelle des bibliothèques

Indépendamment des actions hors murs, le programme gratuit d'activités culturelles est présenté à travers un agenda édité chaque semestre dont le concept graphique a été revu. En 2015, 120 « rendez-vous » ont été programmés (2014 : 96) qui s'efforcent toujours de faire le lien avec l'offre documentaire et d'autres acteurs culturels ou sociaux. Il faut citer : le Bureau lausannois pour l'intégration des immigrés (BLI), le centre socioculturel de Bellevaux, les Maisons de quartier Sous-Gare et de Prélaz, les ludothèques Pinocchio et La Cigale et la Fourmi, les associations l'AJAR, L'Arbre à contes, L'Atelier nomade, Base Court, BiblioVaud, « Chpii'L », Les Contes Joyeux, l'ISJM, la Compagnie Mezzaluna, Né pour lire, L'Oreille qui parle, Osons les livres, Premiers signes, Space Fridge, la Suisse raconte, Swiss Cosplay Family, les auteurs ou artistes Anne Bidaux, Alain Freudiger, Fabienne Gluderer, Patricia Laguerre, Katja Lasan, Céline Paquier, Sébastien Riond ainsi que les médiatrices et conteurs Marilyn Dévaud, Nathalie Jendly, Isabelle Jacquemain, Floriane Niklès, Simone Pahud, Barbara Sauser et David Telese.

En 2015, la Bibliothèque Chauderon a mis l'accent sur la tranche d'âge 15-30 ans, en proposant six événements ciblés : atelier d'écriture, jeux de société, chick'lit, vidéo, dessin manga ou cosplay, qui ont attiré un public nombreux qui souvent ne fréquentait pas encore les bibliothèques. Dans le même esprit, la Bibliothèque Entre-Bois a proposé un programme destiné aux enfants, adolescents et adultes, dans l'idée de faire franchir la porte de la bibliothèque aux habitants du quartier qui méconnaîtraient le site. A la bibliothèque Jeunesse, une boîte aux lettres invite désormais les adolescents à y déposer leurs coups de cœur en matière de lecture.

La bibliothèque Jeunesse a mis en avant cette année le cinéma avec Poèmes de Prévert en partenariat avec l'association « Base-Court ». Durant l'été, des ateliers cinéma d'animation ont été proposés en partenariat avec l'association « Les Bobines de Valency » et *Roadmovie* tandis que des adolescents réalisaient deux clips autour des bibliothèques.

En synergie avec le Centre BD et l'équipe de Chauderon à la bibliothèque Jeunesse, les élèves d'une classe d'accueil du collège de Prélaz ont présenté une réflexion sur leurs parcours migratoires « Tous pareils, tous différents ». Une rencontre entre ces derniers et la dessinatrice de bande dessinée Elmedina a constitué le fil conducteur de leur travail qui s'est finalisé par une exposition lors de la journée des bibliothèques vaudoises. Sur la lancée, lors de la semaine contre le racisme, une exposition réalisée par le BLI « Avec couleurs » a permis de présenter des témoignages d'élèves allophones.

Afin de valoriser l'offre numérique, 18 ateliers de formation Internet sur tablettes ont permis au public de découvrir à Chauderon les fonctions de l'application de presse en ligne et ont participé de la croissance constatée des téléchargements.

Accueil de classes et animations autour de la lecture pour la jeunesse

L'action culturelle se conjugue à une offre destinée aux jeunes dès la naissance. Classes, centres de vie infantine, accueil pour enfants en milieu scolaire et unité d'accueil temporaire pour enfants en situation de handicap sont régulièrement reçus. En 2015, 1'037 visites (2014 : 973) ont été dénombrées, dont 486 à la bibliothèque Jeunesse, 347 à Montriond, 89 à Grand-Vennes, 84 à Entre-Bois, 15 à Chailly et seize accueils à Chauderon.

Dans le cadre du programme de Pousses urbaines fondé sur le thème « Lire en Ville : la ville comme lieu de lecture », la délégation à l'enfance de la Ville de Lausanne cherchait à connaître les pratiques de lecture des enfants, notamment des enfants fréquentant des bibliothèques. La bibliothèque Jeunesse, le site d'Entre-Bois ainsi que le chef de service ont participé à cette édition, dont les résultats seront exposés. Cette démarche permet à des enfants de moins de dix ans, de se questionner sur la bibliothèque en tant qu'espace public, lieu de rencontre et comme élément de construction de soi.

La responsable de la bibliothèque Jeunesse a participé à l'élaboration d'un référentiel des ludothèques lausannoises conduit par le Service jeunesse et loisirs.

La responsable du site d'Entre-Bois participe aux séances d'un groupe rassemblant les différents acteurs du quartier (assistante sociale de l'établissement d'Entre-Bois, TSHM, bibliothécaire scolaire et centre socioculturel) afin de mieux coordonner les activités proposées.

LE CENTRE BD DE LA VILLE

Collections et inventaires

Le travail se distribue entre catalogage des nouvelles publications et traitement des fonds constitués au fil du temps. Afin de désengorger le dépôt du Centre BD, qui arrive à saturation, une partie des documents non-inventoriés sont désormais stockés au dépôt des Archives des Plaines du Loup.

Le travail d'inventaire sur les périodiques a été poursuivi. La collection de journaux américains grands formats débute dans les années 1890 pour finir à la fin des années 1980. Elle est constituée d'environ 5'500 documents regroupés dans trente boîtes d'archives. Les périodiques *Conan (Marvel)* (1970-1993), *Tchô!* (1998-2014), *Ex Machina* (2004-2010), *Hellblazer* (1988-2013) et *Charlie Mensuel* (1969-1986) ont été classés.

Les collections se sont enrichies à travers des dons et achats. A relever notamment les fonds de deux collectionneurs suisses, Raymond Gerdil et Louis Marchand, douze livres reliés du *Schweizerische Bilderkalender* de Martin Disteli, et

deux ouvrages rares du journal alémanique *Kikeriki* de 1933 et 1934. Au total, 18 personnes ont activement contribué à l'enrichissement du patrimoine.

La base de données du catalogue des imprimés du Centre BD étant incluse dans la migration du système informatique des bibliothèques, le travail préparatoire a commencé pour près de 60'000 exemplaires de notices.

Expositions du Centre BD

A la bibliothèque Chauderon, le Centre BD a co-organisé deux expositions : à l'occasion de la sortie de l'autobiographie en bande dessinée d'une jeune femme du Kosovo installée à Lausanne (« El-medina, entre ici et là-bas ») et une seconde exposition présentant des planches originales intitulée « Buche s'envoie en l'air » d'Eric Buchschacher, alias Buche, dessinateur de la série humoristique Franky Snow. L'artiste a transformé son style pour raconter « Le vent des cimes », une aventure réaliste dans le milieu de l'Aéropostale.

A Winterthur (Alte Kaserne Kulturzentrum), une exposition de planches originales reprises de l'exposition « Véronik, femme de crayon » montée à Chauderon en 2013, a été programmée sous le titre : Véronik, Schweizer Comic-Pionierin.

Soutien à des expositions

Le Centre BD est intervenu pour soutenir la réalisation de huit expositions :

- Haus der Religionen, Bern, 7 novembre 2015 - 7 janvier 2016. Conseil scientifique auprès du commissaire Stefan Maurer, pour une exposition sur l'humour et la religion intitulée Achtung Lustig! ? ;
- centre d'Art contemporain, Mulhouse, 12 février - 10 mai 2015. Prêt des planches originales de la bande dessinée « Pure Perte » d'Alex Baladi pour l'exposition « Presque la même chose » ;
- prêt d'exemplaires de Charlie Hebdo pour l'exposition virtuelle, organisée par différentes institutions : Cartoonmuseum Basel, caricatura museum frankfurt – Museum für Komische Kunst Caricatura – Galerie für Komische Kunst à Kassel et le Musée Wilhelm Busch – Deutsches Museum für Karikatur und Zeichenkunst à Hannovre ;
- Fumetto, Lucerne. Prêt de 39 documents pour l'exposition « Jacques Tardi », 16 avril - 24 avril 2015 ;
- Maison d'ailleurs à Yverdon-les-bains. Prêt de documents sur la Science-fiction en Suisse au journaliste Vincent Gerber, en vue d'une exposition ;
- Cartoonmuseum Basel : prêt de documents pour l'exposition « Joe Sacco », 7 novembre 2015 - 24 avril 2016 ;
- cathédrale de Lausanne : prêt et conseils au commissaire de l'exposition Daniel Thurre pour « Cathédrales en BD, BD en cathédrales », réalisée à la Cathédrale de Lausanne, 9 septembre - 25 octobre 2015 ;
- bibliothèque Publique d'Yverdon-les-bains : prêt de 18 documents pour une exposition « Rock et BD » ;
- prêt de planches originales pour l'exposition « Going West » d'Alexander Braun au Wilhelm Busch Museum, Hannovre ;
- prêt documentaire pour l'exposition « Pop Art » du Musée Vitra, accueillie au Musée Espoo Museum of Modern Art (EMMA) à Espoo, Finlande (5 juin - 6 septembre 2015).

BD-FIL

Le chef de service est membre du comité de la Fondation pour la promotion de la bande dessinée et gère l'affectation de la subvention de la Ville au festival.

Pour le Centre BD, l'arrivée de la nouvelle direction du festival a permis de resserrer les liens et de reformuler les attentes réciproques. Ce partenariat, au même titre que les liens avec l'Université de Lausanne, est important pour affirmer Lausanne comme ville de référence en matière de bande dessinée. Concrètement, le Centre BD a pu s'inscrire dans la programmation d'une des expositions phares du festival consacrée au personnage de Mickey. Sous le titre « Mickey réinventé de la tradition à l'innovation », le Centre BD, épaulé par un scénographe et les équipes techniques du festival, a conçu une exposition sur la naissance et la diffusion internationale de la célèbre souris, des années 1920 à la Seconde Guerre mondiale. Une approche historique et patrimoniale conforme à la mission du Centre BD et complémentaire des autres objets traités au cœur du festival.

Le Centre BD a également organisé une rencontre des collectionneurs ainsi qu'une table ronde avec Pierre Strinati, collectionneur et figure historique de la bédéphile, célébré dans le premier numéro de la revue du festival : *Bédéphile*.

Cette revue voulue par le nouveau directeur du festival, abondamment illustrée, se veut un miroir de l'événement et propose de nombreux articles dont une grande part liés aux expositions et rencontres du festival.

A cette occasion, les collaborateurs du Centre BD ont offert trois contributions :

- Frédéric Sardet : Le Centre BD de la Ville de Lausanne. Un service patrimonial ;
- Frédéric Sardet et Cuno Affolter : A la rencontre de Pierre Strinati. Récit d'un entretien ;
- Boris Bruckler — Les premières apparitions des personnages Disney dans les productions Hachette et *Le Journal de Mickey* de 1931 à 1939.

Accueils et Recherche

L'équipe de recherche des Universités de Lausanne et Fribourg, financée par le Fonds National Suisse, a finalisé son travail sur la sérialité à partir de périodiques français des années 1945-1959. Une publication est prévue en 2016.

Dix étudiants (Université ou EPF) et trois gymnasiens ont sollicité les collections du Centre pour nourrir leurs travaux.

Visites du Centre BD

Treize étudiants HES en information et documentation dans le cadre du cours « Bande dessinée : formes et usages ».

21 traducteurs dans le cadre d'un accueil du Centre de traduction littéraire de l'Université de Lausanne avec Hannes Binder et Lionel Felchlin (« Image en traduction »).

Seize étudiants EPFL en informatique, School of Computer and Communication Sciences, Image and Visual Representation Laboratory sous la direction de la professeure Sabine Susstrunk.

Dix personnes dans le cadre de la semaine découverte liée aux métiers de la documentation.

Délégations et conférences

Le conservateur du Centre BD a été délégué ou est intervenu dans les cadres suivants :

- membre du jury de la bourse d'aide à la création en bande dessinée de l'Etat de Genève;
- discours d'ouverture du 3^e Festival de la BD Francophone à Vienne (Autriche) et participation à une table ronde;
- conférence sur « Lausanne dans la BD » pour l'association des Amis de BD-Fil;
- participation à la table ronde à la Fondation Jan Michalski sur la bande dessinée de Pierre-Alain Bertola / John Steinbeck avec le professeur Sâmi Ludwig;
- participation à la table ronde « Die Sprache des Comic » au Aargauer Kunsthau pendant l'exposition de Christian Mar-clay;
- participation à l'émission radiophonique « Echo der Zeit » DRS 1, sur les ventes aux enchères et la spéculation touchant les œuvres de bande dessinée;
- conférence sur la lecture de la bande dessinée au gymnase de Provence à Lausanne.

Le bibliothécaire du Centre BD a été appelé à donner un cours intitulé « Bande dessinée : Formes et usages » à la HES de Genève dans le cadre de la formation en Information et Documentation. Ce cours bénéficie des fonds documentaires du Centre BD pour sa confection.

Le bibliothécaire a également animé une table-ronde au Neuchâtel International Fantastic Film Festival (NIFFF) avec le scénariste suisse André Kuenzy et le dessinateur français Romuald Reutimann.

ARCHIVES DE LA VILLE DE LAUSANNE (AVL)

Faits marquants

Le projet de MLP a mobilisé l'équipe pour conditionner les fonds en attente de traitement afin d'anticiper le déménagement et en faciliter la conduite. 28 fonds d'archives ont été reconditionnés (près de 148 mètres linéaires pour 1'210 cartons). Certains fonds ont été déplacés au dépôt des Plaines-du-Loup.

Les travaux de numérisation se sont concentrés sur les plans de la police des constructions ainsi que l'imposante série des rapports de gestion de la Municipalité de 1847 à 2000 soit 153 volumes représentant 80'000 pages à numériser.

La rétro-numérisation des fiches du Service du contrôle des habitants et les importantes séries de recensements urbains depuis le XIX^e siècle ayant été numérisées, le travail porte sur les plans d'enquête de 1890 à 2005, soit 456 bobines de microfilms, totalisant 228'000 prises de vue. Ces grandes opérations ont bien avancé durant l'année.

Afin de faciliter la consultation des procès-verbaux de la Municipalité entre 2002 et 2014 (686 séances), le logiciel des Archives a été configuré pour permettre un accès intranet au secrétariat municipal.

Suite à l'annonce de la direction de la BCUL de quitter Rero au 1^{er} janvier 2017, le projet RenouVaud a été mis en place dans le but de mettre sur pied un nouveau réseau vaudois de bibliothèques. La bibliothécaire des Archives participe activement à RenouVaud dans le groupe de travail Bibliothéconomie (sous-groupes workflow catalogage et prêt-inter).

Afin de renouveler le site des Archives, le photographe Mathieu Gafsou a réalisé une série de photographies des collections, restituant la manière dont il a perçu l'univers des Archives. Une exposition virtuelle pour valoriser les recherches sur la lecture au XVIII^e siècle a été mise en ligne sous le titre « Lire à la chandelle ».

Le chef de service est également intervenu comme expert pour la nomination d'un professeur d'archivistique à la HES Genève et a été invité à y donner un séminaire.

Locaux et sécurité

Suite à un incident, une partie de l'éclairage du sous-sol des Archives de la rue du Maupas a été remplacée. Le constat a alors été fait que les détecteurs incendie du bâtiment devaient également être mis aux normes.

Consultation

919 personnes (2014: 1'024), dont 584 nouveaux inscrits (2014: 628), ont eu recours aux services des Archives. 1'639 prestations ont été dénombrées (2014: 2'183). 17% des requêtes émanent de l'administration communale.

Animations-Expositions-Recherche

Les Archives de la Ville ont été présentées par l'archiviste adjoint lors des assemblées générales annuelles des Sociétés de développement Marterey-Bugnon et environs et de l'Ouest. Elles ont également été présentées aux nouveaux guides d'accueil du Mouvement des Aînés.

Un atelier de généalogie a été proposé dans le cadre du Passeport vacances.

L'archiviste adjointe a poursuivi ses accueils pédagogiques sur le thème « Pauvreté urbaine et exclusion sociale au miroir des archives ». Deux des huit classes inscrites sur l'année scolaire 2015-2016 ont été reçues.

Invité en avril 2015 à Louvain-la-Neuve (Belgique), le chef de service est intervenu sur l'avenir du métier d'archiviste (publication en 2016).

Formation

Outre le suivi de l'apprentie, deux stagiaires ont été reçus pour des périodes de trois mois (apprenti, étudiant HEG).

L'archiviste adjoint a co-organisé un cours interentreprises (« inventaire d'archives ») destiné aux apprentis de la branche (onze participants).

Gestion documentaire administrative

L'important dossier de la gouvernance documentaire au sein de l'administration communale a encore mobilisé les énergies. La rédaction du préavis en collaboration avec le SOI a été finalisée.

Dans le cadre de l'organisation documentaire des services, le projet d'amélioration de la gestion documentaire des bibliothèques de la Ville et du Centre BD a été poursuivi: consolidation de la nouvelle arborescence, intranet Sharepoint, validation des droits d'accès et de la stratégie de migration, révision des règles de gestion, notamment de nommage. En parallèle, un projet complémentaire de révision de la structure du répertoire partagé des Archives a été lancé.

Avec le Secrétariat municipal, l'archiviste adjointe a soutenu la préparation d'un versement d'archives historiques papier et a contribué à l'élaboration d'une nouvelle arborescence pour une partie du service, en collaboration avec le SOI. Un projet d'archivage similaire a été lancé avec CULT. Enfin, elle a également apporté son expertise à un consultant en charge de l'élaboration d'un cahier des charges en collaboration avec la Direction des services industriels et le SOI.

Archives historiques (versements et inventaires)

Durant l'année, 66 versements (2014: 66) ont été effectués, dont 17 de l'administration communale (2014: 22). Au 31 décembre, les archives privées sont constituées de 734 fonds différents (2014: 713). 21 inventaires ont été finalisés (2014: 29). Parmi ces travaux, on relèvera le traitement des archives de Gérard Bouchard (P 718), constitué de documents originaux du XVIII^e siècle relatifs à une ancienne verrerie et des mines de houille situées à Paudex. Le fonds Giselle Pahud (P 699), présentant des documents filmiques originaux sur l'aviation (Section vaudoise de l'Aéro-Club Suisse), une traversée du Sahara et un Rallye automobile Le Cap-Alger (entre 1955 et 1977). La Paroisse de Bellevaux-Saint-Luc (P 195) offre des archives du groupe d'animation autogéré des quartiers du Nord « Oxygène », structure originale ayant existé de 1994 à 2011. Enfin, les archives Alexandre Kohler (P 306), en tant qu'élève pilote militaire et civil, entre 1939 et 1965.

La base de données des conventions (actes notariés impliquant la Ville de Lausanne) compte 1'178 références pour des actes signés depuis 1994 (2014: 1'089).

Sept services et quatre institutions ont sollicité les Archives pour préparer des versements d'archives historiques.

Archives audiovisuelles (sons et archives filmiques)

La migration des archives numériques audiovisuelles sur les nouvelles bandes de stockage (LTO6) a été achevée pour une collection de 124 To.

En 2015, la collection s'est enrichie de 17 To représentant 710 heures de vidéo et 1'765 heures de sons (2014: 21 To, 836 heures d'images et 682 heures de sons) provenant de treize fonds différents. Les productions de La Télé (404 heures), les fonds du Conseil communal, de la Dolce Vita, de TV Bourdo-Net et de Caux ont occasionné les traitements les plus massifs. Globalement, les traitements ont concerné 46 fonds différents.

3'639 productions vidéos ou sonores sont accessibles en ligne sur la web TV des Archives (www.dartfish.tv/lausanne; 2014: 2'343).

L'archiviste en charge des fonds audiovisuels a apporté son expertise technique, exécuté des captations vidéos, réalisé des montages, encodé des clips et assuré des prises de sons pour différents partenaires: CIO, La Télé, Cercle catholique, Service du protocole et relations extérieures, Domaine public, Pirates d'Ouchy, Fonds des arts plastiques et coordination des villes romandes.

Le soutien financier de Memoriov pour les projets de sauvegarde des archives sonores et filmiques de la Fondation Initiatives et Changement (ex Réarmement moral à Caux) a permis de poursuivre le travail conformément au planning. Les sources filmiques (16 et 35 mm) font l'objet de transferts numériques en haute définition (22 productions pour 3.5 heures de film). Les sources sonores continuent d'être numérisées et indexées (1'616 heures).

Restauration, numérisation

Le travail de restauration des archives anciennes porte désormais sur 1'101 unités documentaires (2014: 1'064).

La protection des originaux par numérisation a donné lieu à 31'272 prises de vue (2014: 19'212) dont 3'800 plans de police des constructions (2014: 3'281).

388 reproductions de documents ont été également effectuées par scannages ou prises de vue numérique.

Bibliothèque et documentation

La décision de la direction de la BCUL de quitter le réseau romand des bibliothèques (Rero) impacte l'AVL, dont le catalogue de nature scientifique impose le maintien dans celui de la BCUL. La bibliothécaire participe au groupe de travail.

Le projet *Indexation des bases de données d'archives* a débuté sous la conduite de la bibliothécaire-documentaliste, afin d'harmoniser les pratiques d'indexation, corriger et améliorer les index.

A noter que la bibliothécaire des Archives a apporté son expertise à plusieurs reprises au sujet du devenir des collections de l'ancien centre de documentation du service d'urbanisme.

La bibliographie lausannoise recensant les publications antérieures à 2013 est régulièrement mise à jour et disponible sur les pages web des Archives.

2'298 notices documentaires d'intérêt lausannois ont été créées, intégrant les données livrées par la revue de presse de la Ville, les réponses des archivistes et des numérisations rétrospectives (2014 : 2'094). La base documentaire compte désormais 68'724 références dont 30% sont directement issues de l'argus de presse quotidien.

La publication du Bulletin du Conseil communal s'est faite à un rythme plus soutenu en 2015. Les versions officielles sont donc disponibles jusqu'au 3 juin 2014. Au-delà, seules des versions provisoires sont disponibles dans l'Intranet. L'indexation avec accès direct aux transcriptions des séances du Conseil communal par informatique compte – de janvier 1994 au 21 janvier 2014 – 10'144 notices consultables en ligne (2014 : 9'535).

404 titres nouveaux ont rejoint la bibliothèque des Archives (2014 : 304). 66% sont le fait de dons ou sont issus de fonds d'archives. Le catalogage dans la base de données romande a porté sur 605 titres (2014 : 595 titres). Le nombre d'échanges interurbains reste stable (52 prestations).

Des échanges réguliers de doublets sont menés avec les Archives cantonales vaudoises (ACV), en vue de compléter les collections : on relèvera parmi les documents reçus des ACV, un volume de *l'Illustré* (1923), le *Dictionnaire géographique historique et politique de la Suisse* (1775) et le *Recueil des lois vaudoises* (1824).

Par l'intermédiaire du versement d'archives de Syndicom, la bibliothèque dispose désormais du journal *Le Gutenberg*, 1872-1998 (avec quelques lacunes). Par l'intermédiaire d'Yves Lassueur, un périodique religieux d'édification et de délassement, *La veillée*, 1897-1911, a également rejoint les collections.

Enfin, le Service de la culture a remis de nombreux ouvrages littéraires, dont ont été retenus et conservés les ouvrages entrant dans les critères de sélection définis par le projet *Patrimoine littéraire lausannois*. Une partie de ce fonds romand a été proposée à la bibliothèque de Ferizaj (Kosovo).